



# **L'UNITE ARABE**

## *Un état des lieux*

Mémoire de géopolitique

du capitaine de frégate Lionel MATHIEU

dans le cadre du séminaire “Géopolitique du Proche et Moyen-Orient”

Directeur : Frédéric ENCEL

Avril 2003

# **Sommaire**

## **Partie I : L'arabité.**

**L'arabité culturelle**

**Le retour de l'arabité : le nationalisme**

**L'arabité à l'épreuve de l'histoire contemporaine**

**L'arabité malmenée**

## **Partie II : Les facteurs de désunion.**

**L'influence de l'islam**

**La diversité des états arabes**

**Les disparités économiques**

**Le conflit israélo-arabe**

**Le grand jeu occidental**

## **Partie III : Vers un réaménagement du monde arabe**

**Un effort de normalisation des relations interarabes**

**L'influence de la rue arabe**

**L'union économique des arabes**

**L'islam comme relais de l'arabisme**

**Les Palestiniens et le monde arabe**

**La crise irakienne**

**Les oppositions**

L'étude des relations internationales implique, dans le cas arabe, une focalisation géographique. Elle porte évidemment sur le Proche-Orient et la péninsule arabique, même s'ils ne sont pas les seuls lieux de l'histoire arabe commune. Certains s'interrogeront sur l'absence des pays du Maghreb dans cette analyse. Du fait de sa localisation au Nord-Ouest de l'Afrique, le Maghreb est une « périphérie géographique » du monde arabe, auquel il appartient pourtant sans conteste. Par ailleurs, son appartenance au monde des pays du Sud, ainsi que sa culture méditerranéenne en font une « périphérie de l'espace européen », avec lequel le Maghreb enregistre l'essentiel de ses échanges commerciaux. Enfin, véritable pont géographique entre l'Occident et l'Afrique noire, le Maghreb partage avec cette dernière le désert saharien, ainsi que des populations berbères. C'est notamment sur la base de ce particularisme que les pays appartenant à cette zone ont tenté de créer l'Union du Maghreb Arabe (UMA).

C'est pourquoi l'approche retenue ici privilégie le « cœur » du vaste ensemble arabe : l'Égypte, les pays du croissant fertile et la péninsule Arabique. La situation des États que l'on peut considérer comme périphériques n'est envisagée que dans leurs rapports avec le reste du monde arabe.

## Introduction

*« On peut situer la naissance du monde arabe moderne vers la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, lors de l'émergence de ce que l'on a appelé la Nahda, la Renaissance. Or, la Nahda est née à peu près en même temps que l'idéologie sioniste. Aussi nous sommes-nous demandé, à propos de ces deux mouvements, nés à peu près dans les années 1860-1870, pourquoi l'un a réalisé l'essentiel de ses objectifs tandis que l'autre va de déceptions en ruptures, d'abandons en désespérance<sup>1</sup>. »* Avec Jean Lacouture, il est permis de s'interroger sur le fait que le monde arabe, qui a rayonné pendant six à sept siècles avant de s'assoupir du 16<sup>ème</sup> au 20<sup>ème</sup> siècle, n'a connu que des accélérations éphémères, de brusques ralentissements, et cela bien qu'il soit doté des trois atouts qui forgent les nations : une histoire, un territoire, une langue.

Les Arabes possèdent une histoire riche où le thème de l'unité revient de manière récurrente. Dans les années cinquante, le renouveau du nationalisme arabe s'appuie sur une région pivot et un chef, l'Egypte et Nasser, mais aussi sur le sentiment d'une menace, Israël, capable de provoquer en réaction un réflexe unitaire. Si depuis le début du siècle, les tentatives d'union du Monde arabe ont été nombreuses, les divisions n'ont jamais manqué. Liées pour l'essentiel à des ambitions hégémoniques ou au tracé des frontières, elles constituent une résistance forte au rêve d'un Etat arabe unitaire. Une alternative plus réaliste d'Etats nationaux, entérine de fait le découpage colonial du monde arabe.

Or l'idée de frontière est une importation occidentale et l'aspiration à l'unité du monde arabe reste profonde pour des populations qui la considèrent plus ou moins naïvement comme un retour à l'âge d'or ou du moins comme le moyen de mettre un terme à de multiples difficultés économiques. L'islamisme radical, bien que s'adressant à un auditoire plus large, se nourrit de cette aspiration. Il s'appuie également sur la permanence de deux conflits centraux : le conflit territorial israélo-arabe et la lutte d'influence dans le golfe arabo-persique, sous-région qui abrite les deux tiers des réserves mondiales de pétrole et suscite l'intérêt des grandes puissances. Pour autant, on ne peut considérer l'unité comme une idée obsolète. Ce monde possède des atouts et il est en pleine évolution.

Après avoir examiné les éléments qui construisent l'arabité contemporaine, nous verrons que de nombreux paramètres concourent à entretenir la désunion des Arabes. Néanmoins, l'idéal unitaire est en mesure de s'adapter au contexte actuel.

---

<sup>1</sup> Jean Lacouture in « L'express » du 10 octobre 2002

# PARTIE 1

## L'arabité

Qu'est-ce donc qu'être arabe ? Il ne semble pas pertinent d'en donner une définition ethnique. Pour autant, les quelques 300 millions de citoyens des États arabes présentent de nombreux traits communs. Une religion, l'islam qui marque de sa forte empreinte hommes et société et une langue, l'arabe qui est entendue partout.

Pourtant, si cette unité est bien réelle, des éléments de diversité nuancent fortement cette approche. Il n'y a pas de coïncidence absolue entre le fait de vivre dans un État de la Ligue arabe et le fait d'être arabe, pas plus qu'il n'y a de coïncidence totale entre être arabe et musulman. Si les Arabes sont, très majoritairement, musulmans, il existe aussi, dans les pays arabes, des chrétiens et des juifs. A l'inverse, tous les musulmans du monde ne sont pas arabes, tant s'en faut.

### 1 L'arabité culturelle

#### 1.1 Les référents historiques

La présence dans la péninsule Arabique de populations sémites qui se désignent du nom de *Arab*, Arabes<sup>2</sup>, est attestée depuis la moitié du premier millénaire de notre ère.

L'Empire arabe a connu sa période la plus brillante du 7<sup>ème</sup> au 10<sup>ème</sup> siècle : il s'étendait alors de l'Indus aux Pyrénées. Cet immense empire commandé par les califes de Damas (Omeyyades) puis de Bagdad (Abbassides) a connu un vif éclat. Pour les Arabes c'est la période de "l'âge d'or", certainement mythifiée, qui sert actuellement de référence.<sup>3</sup>

Puis l'essentiel du monde arabe actuel, à l'exception notable du Maroc, a été englobé dans l'Empire ottoman qui s'étendait des Balkans à l'Algérie. Il s'est, par la suite, considérablement affaibli, émietté. C'est au cours du 19<sup>ème</sup> siècle que s'étend l'emprise impérialiste européenne qui, au Maghreb, prend à partir de 1830 la forme d'une colonisation de peuplement à partir de 1830 avec la conquête de l'Algérie.

#### 1.2 Le rôle de l'Islam

Les Arabes ne représentent que le cinquième des musulmans, mais « *ils savent que c'est en Arabie que leur religion commune, l'islam, est apparue, que le Prophète Mahomet était un Arabe, et que le livre saint de tous les Musulmans, est écrit en arabe.* »<sup>4</sup>

<sup>2</sup> Les Grecs les appelaient *Sarakenoi* et les latins *Saraceni*, ce qui a donné le mot français *Sarrasins*.

<sup>3</sup> MUTIN Georges, Géopolitique du monde arabe, 2001, p. 27

<sup>4</sup> LACOSTE Yves (dir.), Dictionnaire de géopolitique, 1995, p. 164

La notion de communauté, l'*Umma*, que l'islam a fait naître, transcende les cloisonnements des groupes familiaux et tribaux, tout comme la diversité des peuples. Ainsi, l'*Umma* s'est révélée être, à travers cette histoire mouvementée, un élément unificateur de la nation arabe. L'islam n'admet pas la distinction entre le sacré et le profane. En participant à la construction du système politique, l'islam a précédé la nation dans la réalisation d'une communauté arabe.

### 1.3 La langue arabe

Toutefois, certains estiment que, la langue plus que la religion musulmane, constitue le critère constitutif de l'arabité.

Aymeric Chauprade le rappelle : « *la langue est une des composantes fondamentales de l'identité des peuples et peut être un des chemins qui conduit à l'indépendance*<sup>5</sup>. » Il est vrai que la question de la langue est au cœur de l'identité arabe. Ceci est d'autant plus vrai que le monde arabe cultive l'oralité. Il conserve des temps antéislamiques le sens de l'improvisation poétique, le défi des joutes oratoires, le chant collectif.

L'attachement à la langue arabe est si fort, si constamment affirmé, qu'il faut le considérer comme un élément de la philosophie nationaliste panarabe. Car la langue au même titre que la religion fut un élément central de l'âge d'or arabe. Hassan Al Tourabi, islamiste soudanais, considère comme arabe, toute personne qui pratique cette langue.

Le Prophète l'a dit : « *Quiconque parle arabe est arabe*. ». Cette langue sémitique jouit d'un statut privilégié dans la mesure où elle a une relation spécifique avec l'islam. L'arabe est la langue de la Révélation, la langue de Dieu. Le Prophète est Arabe. C'est en arabe que partout dans le monde musulman on psalmodie le Coran.

### 1.4 Etre Arabe : une tentative de définition

Les approches de l'arabité sont multiples. Pour Sati Husrî (1880-1969) « *Est Arabe celui qui parle arabe, qui se veut Arabe et qui se dit Arabe*. » Le plus sage semble donc de tenir pour Arabes ceux qui se reconnaissent pour tels, à travers un langage et un héritage partagés. Pour ce dernier, l'Islam constitue une part sinon exclusive, du moins éminente, et ce jusqu'à aujourd'hui.

## 2 Le retour de l'arabité : le nationalisme

### 2.1 L'idée de panisme ou les influences occidentales

L'émergence d'un nationalisme arabe est récente et a été largement influencée par les idées européennes. Rappelons que c'est « au détour de la Révolution française ...que l'idée nationale devient une idéologie avec l'éclosion du nationalisme. »<sup>6</sup> Les guerres napoléoniennes, puis le colonialisme assureront la diffusion de cette vision idéologique du patriotisme. Le nationalisme emprunte beaucoup à l'élément affectif. Le succès rapide du nationalisme auprès des peuples peut

<sup>5</sup> CHAUPRADE Aymeric, Géopolitique (Constantes et changements dans l'histoire), 2001, p. 260

<sup>6</sup> CHABOT Jean-Luc, Le nationalisme, 1986, p. 13

trouver là une explication, l'usage des sentiments ne nécessitant pas à la différence de constructions intellectuelles abstraites une laborieuse pédagogie auprès des peuples.

Rappelons que l'on « appelle panisme ou pan-idée, une représentation géopolitique fondée sur une communauté d'ordre ethnique, religieuse, régionale ou continentale »<sup>7</sup>. Issu de la géopolitique allemande, ce concept a inspiré de nombreux intellectuels et dirigeants politiques. On ne citera que quelques unes de ses formes historiques : pangermanisme, panslavisme, panturquisme...

Le nationalisme n'est d'ailleurs pas le seul aspect de l'influence occidentale sur l'aire arabe actuelle. On relèvera également une certaine modernisation du droit, un certain socialisme ainsi qu'un effort de modernisation économique et technique.

Ne nous trompons pas : ottomanisme, arabisme ou nationalisme turc, il s'agit toujours de faire face à l'Europe en copiant son nationalisme.

## 2.2 Une réaction au nationalisme turc

Le nationalisme arabe fut en partie forcé par le rejet, dans un premier temps, du pantouranisme jeune-turc, puis, du nationalisme turc dans sa version kémaliste, laïque et isolationniste. Alors que la majorité des territoires arabes étaient sous la domination ottomane, les milieux intellectuels arabes exprimèrent le ressentiment général et spontané à l'égard du centralisme brutal fraîchement imposé par les Jeunes-Turcs et ne firent que réclamer un retour à la tradition ottomane de gouvernement. Cette orientation est illustrée par les résolutions du congrès arabe de Paris en 1913, qui fut la première grande assise du mouvement qui conduisant à la révolte arabe.<sup>8</sup>

En 1923, la république turque fut proclamée par le nationaliste Mustapha Kemal Pacha qui présida son pays jusqu'à sa mort en 1938. Il instaura un régime dictatorial et tenta de réformer, d'occidentaliser et de laïciser la Turquie par des méthodes autoritaires. Cette action qui aurait pu être un exemple n'eut qu'un impact limité sur les nationalistes du monde arabe du fait de la hardiesse brutale de sa politique antireligieuse et des aspects anti-arabes de sa politique d'occidentalisation et de « turquisation ». Le remplacement des caractères arabes par les caractères latins pour la langue turque en fut le symbole le plus éclatant.

## 2.3 Le mouvement panarabe

Le panarabisme est une idéologie très liée au mouvement de la Renaissance arabe, la *Nahda*, qui s'est développée à compter de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. La *Nahda* est le fait de se relever de son déclin pour retrouver lustre et gloire. Elle a pour référence la chute du califat arabe de Bagdad qui inaugura une période de déclin.

L'univers culturel et idéologique de la *Nahda* insiste sur l'unité de tous les arabophones et la grandeur de l'héritage arabe musulman. Les hommes qui la soutiennent veulent construire la nation arabe. On trouve dans le mouvement aussi bien des théoriciens musulmans que des théoriciens chrétiens d'où une coloration franchement laïque de l'arabisme. L'idéologie panarabe transcende le

<sup>7</sup> CHAUPRADE, op.cit., p. 457

<sup>8</sup> RISK Charles, les Arabes ou l'histoire à contresens, 1992, p. 26

nationalisme patriotique et aucun citoyen d'un état arabe ne désavouerait son appartenance à un cercle panarabe plus large.

## 2.4 Les théoriciens

C'est en Egypte, du mariage de la renaissance égyptienne avec les libres penseurs syro-libanais et turcs, qu'est né le mouvement de la renaissance arabe ou *Nahda*.

Le fondateur du parti *Wafd* égyptien, Saad Zaghloul (1860-1927) est la figure de proue du nationalisme égyptien moderniste et libéral. Ce parti est né de la revendication de l'indépendance de l'Egypte, formulée en 1918, juste après l'Armistice, et pour laquelle une délégation (*Wafd*) avait tenté de se rendre à la conférence de la paix à Versailles.

Sati al Husri (1880-1969), né à Alep, est considéré comme le théoricien le plus important du nationalisme arabe moderne, dans sa version couvrant l'ensemble des pays de langue arabe, soit à la fois la grande Syrie (Syrie, Jordanie, Liban, Israël d'aujourd'hui), la Mésopotamie (Irak actuel et Khouzistan, en Iran actuel), la péninsule Arabique entière avec pour cœur le Hedjaz, enfin l'Egypte. Il insista sur l'arabité de l'Egypte et sur le rôle dirigeant que ce pays devait assumer dans l'unification de la grande nation arabe, en raison de sa situation géographique, de sa taille et de son importance économique et culturelle. Sati al Husri développa également une conception du panarabisme qui, tout en étant fondé sur la langue et sur l'histoire, et donc d'essence laïque, n'en intégrait pas moins l'Islam comme composante fondamentale de l'identité culturelle arabe.

Cette conception moderne du nationalisme arabe et de ses rapports avec l'Islam sera reprise par le chrétien syrien, Michel Aflaq (1910-1989), fondateur en 1940 avec Salah al-Din, un musulman sunnite, du parti Baas<sup>9</sup>. Son programme, entièrement voué à la promotion de la Nation arabe, intègre les éléments de la doctrine socialiste quand il fusionne en 1953 avec le parti socialiste arabe d'Akram al Hurani pour former le Parti socialiste de la résurgence arabe.

La fusion des deux organisations et des deux noms aura pour corollaire la fusion de la doctrine du nationalisme arabe, prônée par le Baath, avec une orientation socialiste, dont la radicalisation sera dictée par les impératifs de la concurrence avec les partis communistes arabes.

## 2.5 Le Baassisme

Le parti Baas est un parti laïc et socialiste qui se veut pan-arabe. Ayant tenu son congrès constitutif en 1947, il est le premier parti à considérer l'ensemble du monde arabe comme son champ d'action. Parmi les idées fondamentales dominant la doctrine du Baas, on peut dire que :

- les Arabes forment une seule nation, la Nation arabe formant une unité culturelle,
- la patrie forme une unité politique et économique indivisible ; la Patrie arabe appartient donc aux seuls Arabes, ce qui signifie que le colonialisme et tout ce qui s'y rattache constituent une entreprise criminelle,

---

<sup>9</sup> *Al-Baas al-Arabi*, le parti de la résurrection arabe

- l'aspiration à plus de justice sociale, afin de réduire les antagonismes internes qui compromettent l'unité de la nation arabe, sa cohésion et donc sa puissance.

En tant qu'idéologie nationaliste arabe, la doctrine baassiste représente une tentative intellectuellement beaucoup plus élaborée que toutes celles qui l'ont précédée. Le nationalisme arabe est pour les baassistes un acte de foi, une adhésion spontanée qui ne requiert aucune justification logique. La nation arabe est une représentation mystique à laquelle l'homme arabe participe du simple fait qu'il existe.

Le point de départ de l'analyse de Michel Aflaq est constitué par l'affirmation de l'indissociabilité entre islam et arabisme. Les baassistes rejettent d'emblée le laïcisme de type européen qui, relevant d'un contexte sociologique qui lui est propre, prône la séparation de la religion et de l'Etat, l'indifférence religieuse en politique. Les baassistes estiment qu'une telle séparation est par définition impossible pour les Arabes, parce que le rapport de l'islam à l'arabité n'est pas analogue à celui d'une autre religion à une autre nationalité. Plus même, l'indissociabilité de la religion et de la nation est ce qui distingue fondamentalement la civilisation arabe de la civilisation occidentale. Mais ils en donnent une lecture particulière et cherchent à renverser la logique islamique traditionnelle fondée sur la primauté de la religion sur la nation ; ils proclament au contraire que, dans le contexte arabe, la religion n'est que l'expression, à un moment historique donné, de la conscience nationale ; que l'islam n'est qu'une forme historique de l'arabité ; que l'arabité est première et l'islam second.<sup>10</sup>

Si le Baas reconnaît le rôle de l'islam dans la formation de l'arabisme, la constitution qui énonce les principes du parti ne fait toutefois pas référence directement à l'islam, dans un souci de créer un arabisme unitaire refusant aux diverses communautés un quelconque pouvoir politique ou administratif.

Partant de cette idée, la *Fikra*, l'unité arabe est un projet à construire auquel le socialisme<sup>11</sup> peut servir d'outil au service d'une fin politique qui le transcende. Via la nationalisation des grandes industries, il permet non seulement un transfert du secteur privé vers le secteur public, mais également un transfert du secteur étranger vers le secteur national.

### **3 L'arabité à l'épreuve de l'histoire contemporaine**

#### **3.1 De la révolte contre les Turcs à la guerre contre Israël**

La philosophie de la *Nahda* était le renvoi des Ottomans et l'établissement d'une unité et d'une indépendance nationale arabe, avec certaines idées de réforme et de progrès. De fait l'Empire ottoman ou ce qu'il en reste va s'effondrer au lendemain de la Première Guerre mondiale.

---

<sup>10</sup> RISK, op.cit., p 114

<sup>11</sup> L'allégeance nationale reste néanmoins plus puissante que la solidarité de classe.

### 3.1.1 *La révolte arabe : 1916-1920*

L'acte fondateur de la "révolte arabe" fut anglais. Il s'agit d'une correspondance par laquelle sir Henri McMahon, Haut-Commissaire anglais en Egypte, promet, en 1916, au chérif Hussein de la Mecque, "l'indépendance des Arabes", en échange de la révolte de ces derniers contre les Turcs. La campagne, durant laquelle s'illustra Lawrence d'Arabie, prendra fin le 3 octobre 1918 lorsque l'émir Faysal, fils du chérif Hussein, entre à Damas à la tête de ses troupes. Ayant combattu l'armée turque, il souhaite édifier cet État arabe indépendant que lui ont promis les Anglais.

Le "royaume arabe" indépendant de Damas ne vivra que d'octobre 1918 à juillet 1920. Londres et Paris décident finalement de diviser le Moyen-Orient en États distincts, mais la perspective panarabe reste présente au cœur de nombreux nationalistes.

### 3.1.2 *Redistribution des cartes après la Première Guerre mondiale*

Dans le cadre de la politique mandataire de la Société des Nations, les accords Sykes-Picot vont servir de base à ce partage. Le royaume arabe unifié de Damas devient une multitude d'États : royaume du Hedjaz indépendant (rapidement mangé par le Royaume arabe saoudite) ; royaumes d'Irak et de Transjordanie sous mandat britannique ; États de Syrie et République du Liban, sous administration directe et mandat français ; enfin Palestine, sous administration britannique directe chargée d'y favoriser un "foyer national juif". Seule la péninsule arabique échappe à la mainmise européenne.

En 1920, la France crée un "État du Grand Liban" séparé de la Syrie pour plaire à ses protégés chrétiens et affaiblir les nationalistes arabes très remuants de Damas. Tous ces découpages imposés par les Européens sont rejetés par les nationalistes arabes qui s'étaient révoltés contre la Turquie et s'attendaient à la création d'une "grande Syrie" englobant la Palestine. La région qui aspirait à l'unité est littéralement « balkanisée ». Cette nouvelle donne territoriale porte les germes de tous les conflits qui déstabiliseront la région au cours du 20<sup>ème</sup> siècle.

### 3.1.3 *La relance du processus, objectif stratégique anglais*

En 1941, la première reconnaissance de la vocation des Arabes à l'unité est encore anglaise. Dans la déclaration dite de Mansion House, Anthony Eden affirme : « *Le monde arabe a fait de grands pas depuis le règlement consécutif à la dernière guerre et de nombreux esprits souhaitent pour les Arabes plus d'unité qu'aujourd'hui. Dans leur effort en vue de cette unité, ils attendent notre appui. A cet appel il doit être répondu.* »<sup>12</sup>

A cette époque, la Grande-Bretagne avait intérêt à encourager la revendication de l'unité arabe : maîtresse des deux États arabes les plus importants, l'Égypte et l'Irak, elle ne pouvait que gagner à étendre, par le biais de l'unité arabe, l'influence qu'elle exerçait dans un ensemble géographique plus vaste. Le processus engagé conduira à la naissance de la Ligue des États arabes.

---

<sup>12</sup> Cité dans RISK, op.cit., p 37

### **3.1.4 *L'après deuxième guerre mondiale***

La fin de la deuxième guerre mondiale est marquée par la création de la Ligue des Etats arabes le 22 mars 1945, puis par la création de l'État d'Israël en 1948. L'autre fait marquant n'est pas l'apparition de nouvelles entités territoriales mais l'affirmation de l'indépendance des territoires jusque-là colonisés ou soumis à l'influence et à l'administration étrangère. Le nationalisme arabe s'exprime avec une force nouvelle et va bientôt acquérir une coloration révolutionnaire.

## **3.2 L'hégémonie Egyptienne**

### **3.2.1 *Les « officiers libres » et la fin de la monarchie***

La défaite de l'armée égyptienne lors du premier conflit contre l'Etat hébreu fragilise la monarchie. Devant son incapacité à résoudre la crise, le pouvoir fait appel à l'armée qui va alors prendre conscience de sa force. En juillet 1952, les "officiers libres", mouvement fondé deux ans plus tôt par onze officiers dont Nasser et Sadate, déposent le Roi Farouk et le contraignent à l'exil.

Le 18 juin 1953, la République d'Egypte est proclamée. Le général Neguib, sans réel pouvoir, est remplacé en 1954 par le véritable homme fort des "officiers libres", le général Gamal Abdel Nasser. Une nouvelle catégorie sociale, la petite bourgeoisie civile et militaire, accompagne ce dernier au pouvoir. La majeure partie du pays va se rallier aux idéaux de son nouveau chef : égalité, authenticité culturelle, progrès sur le plan intérieur ; nationalisme, tiers-mondisme et arabisme sur le plan extérieur. Après l'interdiction des partis, Nasser obtient, dès 1954, l'évacuation totale des Britanniques du territoire égyptien.

Trois événements majeurs vont focaliser davantage l'attention du monde arabe sur l'Égypte et donner à la révolution des Officiers libres toute son amplitude : la conférence de Bandoeng, en avril 1955, l'annonce de l'acquisition d'armes soviétiques, et bien entendu la nationalisation de la Compagnie universelle du canal de Suez.

### **3.2.2 *Le pacte de Bagdad et la conférence de Bandung***

En 1955, l'Iran, l'Irak, la Turquie et le Pakistan adhèrent au pacte de Bagdad favorable aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne. Cette alliance a notamment pour but de faire la soudure entre le dispositif de l'OTAN et celui de l'OTASE, et de permettre ainsi un encerclement du bloc communiste soviéto-chinois. L'Égypte se place à la tête d'un front opposé à celui du pacte de Bagdad et lors de la conférence du tiers-monde "non aligné" d'Afrique et d'Asie à Bandung, Nasser joue un rôle majeur dans la naissance du mouvement des pays non alignés.

### **3.2.3 *Le rapprochement avec les Soviétiques***

Face à l'offensive anglo-américaine du pacte de Bagdad et ne parvenant pas à acquérir d'aide occidentale<sup>13</sup>, Nasser trouve dans l'Union soviétique un allié désireux, pour la première fois depuis

---

<sup>13</sup> Nasser souhaitait acquérir des armes pour lutter contre Israël et financer la construction du barrage d'Assouan

un demi-siècle, d'intervenir au Moyen-Orient. L'ambition du "Raïs" est de trouver une alternative à l'influence occidentale qui avait depuis 1840 contenu l'expansionnisme égyptien<sup>14</sup>.

### **3.2.4 La crise de Suez**

En 1956, Nasser nationalise le canal de Suez qui représente une source importante de revenus. Cela entraîne une riposte de la France et de la Grande-Bretagne, principaux actionnaires du canal. Alliées à Israël, elles occupent la zone. Malgré une défaite militaire écrasante, cette guerre se solde pour Nasser par une victoire politique. Sous la pression de l'ONU et de l'entente surprenante en cette période de guerre froide des deux superpuissances, les trois alliés se retirent du territoire égyptien. Il en résulte le déclin définitif du système colonial qui est remplacé par la domination des deux superpuissances.

Par leur alliance, Israël et les deux puissances coloniales, la Grande-Bretagne, si longtemps hégémonique dans la région, et la France, qui combattait au même moment en Algérie un autre peuple arabe, désignaient de facto l'Égypte, comme le pays phare du monde arabe<sup>15</sup>.

### **3.2.5 La république arabe unie et son échec**

C'est en arrière-fond de la victoire de Nasser à Suez, que se forme la République arabe unie (RAU). Face à l'axe Hachémite Amman-Bagdad pro-occidental, les dirigeants syriens se prononcent pour l'unité totale avec l'Égypte. En 1958, l'Égypte s'allie avec la Syrie.

Cette alliance constitue un progrès apparent du panarabisme. L'expérience sera de courte durée : le 18 septembre 1961, un coup d'Etat d'officiers favorables aux milieux antinassériens conservateurs conduit à la sécession de la "province syrienne". En fait, les membres de l'appareil d'Etat syrien ont refusé de passer sous la coupe de Nasser et des Égyptiens. Toutefois, Nasser choisit de garder, très emblématiquement, le nom de la république arabe unie pour désigner la seule Égypte. Sans renoncer à peser sur le monde arabe, il recentre son action à l'intérieur de ses frontières, à travers un effort sensible de radicalisation de la lutte sociale.<sup>16</sup>

En ce qui concerne les relations interarabes, la période qui suit la rupture syro-égyptienne est marquée par de nombreuses divisions. Nasser refuse de reconnaître le nouveau régime syrien. Avec l'Irak, les relations balancent entre des projets d'union inaboutis et une hostilité déclarée. Il rompt avec la Jordanie et s'engage dans une escalade verbale contre l'Arabie Saoudite. Il se retrouvera bientôt en conflit direct avec cette dernière au Yémen, à la suite du renversement de la monarchie par un coup d'État inspiré des Officiers libres.

### **3.2.6 Le conflit yéménite**

En 1961, l'armée prend le pouvoir au Yémen et proclame la République arabe du Yémen. Cette révolution provoque une guerre civile entre les royalistes, soutenus par l'Arabie saoudite et la Jordanie, et les républicains. Nasser intervient aux côtés de ces derniers, en envoyant soixante-dix

<sup>14</sup> RISK, op.cit., p 103-104

<sup>15</sup> CHEVALLIER Dominique, MIQUEL André (dir.), Les Arabes (du message à l'histoire), 1995, p525

<sup>16</sup> CHEVALLIER, MIQUEL, op.cit., p526

mille hommes, mais se trouve pris au piège d'une guerre interminable, se brouillant avec l'Arabie Saoudite.

Nasser s'est jeté dans l'aventure du Yémen pour affirmer sa nouvelle mission arabe, celle d'un « leadership » révolutionnaire. Cependant, la guérilla royaliste, soutenue par l'Arabie Saoudite, ne pouvait être réduite par l'armement lourd et conventionnel de l'armée égyptienne. En outre, les républicains yéménites devenaient très mal à l'aise devant l'intrusion de plus en plus directe et totalitaire de Nasser et de son homme au Yémen, Sallal. L'affaire yéménite démontrait de nouveau, à la fois une tendance hégémonique de l'Égypte et l'échec de Nasser, là comme en Syrie<sup>17</sup>.

En 1965, un accord fut conclu entre le président égyptien et le roi Fayçal ibn Abd al-Aziz d'Arabie Saoudite pour mettre un terme au conflit, mais seule la défaite des Égyptiens lors de la guerre des Six Jours, en 1967, entraînera leur retrait effectif du Yémen.

### 3.2.7 *La guerre des six jours*

A la suite de son échec militaire au Yémen et sous la pression intérieure, Nasser appelle en 1967, le monde arabe à la lutte contre Israël afin de confirmer sa position de meneur panarabe. Le 5 juin, les forces armées israéliennes lancent, sans déclaration de guerre préalable, une attaque préventive contre les armées égyptienne, syrienne et jordanienne. Le président Égyptien obtient un soutien total du roi Fayçal qui suspend les exportations de pétrole de l'Arabie Saoudite à destination de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Les Égyptiens sont défaits en six jours de campagne ; le Sinaï est occupé, et les troupes israéliennes campent sur la rive est du canal, où va se poursuivre une longue guerre d'usure. Nasser offre sa démission.

Rappelé par les manifestations d'un peuple en plein désarroi, il va développer ses relations avec l'URSS pour reconstituer son potentiel militaire. L'imposante présence soviétique inquiète sérieusement les États-Unis. Ces derniers proposent alors un plan de paix global, prévoyant un long cessez-le-feu avec Israël, que Nasser accepte, sous la pression soviétique, à l'été 1970. La mort subite de Nasser en septembre 1970 donne le coup de grâce à ce plan. De fait, le « raïs » meurt, sans avoir pu surmonter les conséquences de la guerre des Six Jours. C'est Anouar Al Sadate, un proche collaborateur, qui va lui succéder.

La *Naksa*, la défaite militaire historique de juin 1967, sonne le glas du nationalisme arabe. Plus exactement, elle marque l'échec de cette forme du nationalisme arabe qui gardait la nostalgie de l'union nationale syro-égyptienne. La défaite du nassérisme n'est que la conclusion d'une longue dégradation politique. Le coup de grâce israélien a été précédé de l'*Infisal*<sup>18</sup> en Syrie et de la débâcle militaire et politique au Yémen. Ces événements constituent les deux coups d'arrêt que la droite conservatrice porte à Nasser dans les années 60. Mais des coups mortels proviennent également de ce qui était supposé être son propre camp, le camp progressiste.

<sup>17</sup> CARRE Olivier, *Le nationalisme arabe*, 1993, p. 109

<sup>18</sup> « La sécession »

### 3.3 La contestation

La fin de la RAU va conduire à une guerre froide "arabe" et contribuer à l'émergence d'une contestation à l'hégémonie égyptienne. En effet, dans les années 60, on assiste au début d'un phénomène qui va s'avérer durable : le retour au premier plan des régimes conservateurs, en tête desquels se place désormais l'Arabie Saoudite.

Certes, on observe des phénomènes contraires à cette tendance générale : la radicalisation du discours nassérien dans la sphère intérieure (épiphénomène sur lequel nous ne reviendrons pas), le retour au pouvoir du parti Baas en Irak et surtout la flambée révolutionnaire qui accompagne la Résistance palestinienne.<sup>19</sup>

Ce passage de l'unicité à la pluralité du « leadership » symbolise une transition plus profonde entre un ordre inspiré du nationalisme arabe unitaire et un ordre nouveau fondé sur le pluralisme des Etats. Si la concurrence se révèle âpre, aucun de ces Etats ne parviendra à jouer un rôle similaire à celui tenu précédemment par l'Egypte.

#### 3.3.1 *L'émergence de l'Arabie Saoudite*

La montée en puissance de l'Arabie saoudite dans le paysage politique régional est consécutif au déclin égyptien. Néanmoins, les racines de cette puissance sont plus anciennes.

En 1901, Abdel Aziz, qui deviendra célèbre sous le nom d'Ibn Saoud, conquiert l'oasis de Riyad, avant de s'emparer du Najd puis, à l'est, de la province d'al Hasa. Après la Première Guerre mondiale, il s'attaque à son rival, Hussein, le chérif de La Mecque et se fait proclamer roi d'Arabie Saoudite en 1932.

La découverte du pétrole dans les années 30 change la face des choses. Elle assure à l'État des revenus substantiels et renforce l'alliance avec les Etats-Unis, dont les compagnies contrôlent l'exploitation pétrolière. Lors de l'entrevue Roosevelt - Abdel Aziz, en 1945, l'Arabie va obtenir des Etats-Unis la garantie d'une protection contre tout danger menaçant le royaume<sup>20</sup>.

A cette époque, l'Arabie Saoudite ne revendique pas encore la direction du mouvement unitaire arabe mais soutient l'Egypte. Lorsque celle-ci s'affirmera dans les relations internationales comme une puissance, l'Arabie saoudite y verra le plus sûr moyen d'entraver les projets de domination du monde arabe des Hachémites de Transjordanie et d'Irak. Prônant la neutralité arabe dans la guerre froide opposant l'Est à l'Ouest, l'Arabie Saoudite s'opposera également au pacte de Bagdad signé en 1955 et apportera son aide financière à l'Égypte nassérienne et à la Syrie.

Un événement essentiel pour l'Arabie saoudite est la mort du roi Ibn Saoud<sup>21</sup>. Le pays entre dans une période d'instabilité politique due au conflit entre son successeur et fils Saoud, piètre chef d'Etat, et son frère Faysal. Le nouveau roi poursuit la politique anti-Hachémite de son père et entretient des liens privilégiés avec l'Egypte. Finalement, Faysal avec l'appui de l'ensemble de la famille, dépose son frère et devient roi le 2 novembre 1964. Les relations diplomatiques avec l'Egypte sont alors rompues.

<sup>19</sup> CHEVALLIER, MIQUEL, op.cit., p 530

<sup>20</sup> En 1990, la guerre du Golfe confirmera la permanence de cette alliance.

<sup>21</sup> Le 9 novembre 1953.

Au-delà d'une relative normalisation entre les deux pays après le 4<sup>ème</sup> sommet arabe de Khartoum<sup>22</sup>, dans un contexte d'affaiblissement du nationalisme arabe consécutif à la défaite de Nasser en juin 1967, le rôle du royaume wahhabite dans les affaires régionales va croissant. Il dispose de deux atouts maîtres, le pétrole et l'islam.

L'Arabie Saoudite suscite notamment la création de deux instruments diplomatiques plus appropriés à ses desseins que la Ligue arabe, toujours soumise à l'influence égyptienne : l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P) est fondée en 1960, et l'Organisation de la Conférence islamique, créée en 1969. Partout dans le monde arabe, Faysal favorise la renaissance des organisations islamistes qui, dans cette période, apparaissent comme les meilleurs alliés de l'Occident face au socialisme arabe. Son but est de priver Nasser de son rôle de meneur en proposant une solution de remplacement à la direction égyptienne du monde arabe.

### 3.3.2 *La lutte palestinienne*

Fondée en 1964 sur l'initiative du président égyptien Nasser, l'Organisation de Libération de la Palestine (O.L.P.) ne servait à l'origine que les ambitions panarabes et la légitimation de la lutte contre l'adversaire sioniste. La prise de la direction par Yasser Arafat, dont le Fatah s'établit comme principale composante de l'O.L.P., marque un tournant considérable à partir de 1967. En lançant, à partir du début de 1965, une série d'attentats contre Israël, le Fatah confirme la récurrence du conflit israélo-arabe, mais également que les Palestiniens sont une force avec laquelle il faut compter. Ce mouvement n'est pas exempt d'influence. Les baassistes qui viennent d'arriver au pouvoir à Damas pratiquent une surenchère gauchiste et cherchent à manipuler la Résistance palestinienne naissante pour damer le pion à Nasser.<sup>23</sup>

Après la défaite de 1967, l'idéologie nationaliste arabe est désormais prise en charge par cette force politique nouvelle largement influencée par le mouvement révolutionnaire mondial. Elle concurrence directement tout Etat arabe qui a interrompu les hostilités pour sauver son territoire et son gouvernement. L'Organisation palestinienne est d'autant plus difficile à combattre du fait qu'elle est conduite non pas par un homme mais par un mouvement diffus. Elle ranime et bouscule à la fois les mouvements établis, baassisme, nassérisme et communisme. En se servant des divergences d'intérêts entre les Etats arabes, le chef de l'O.L.P. réussit à faire gagner à son organisation une autonomie croissante au Proche-Orient. En dépit de luttes internes pour le pouvoir impliquant des factions telles que le Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.) et le Front Démocratique Populaire de Libération de la Palestine (F.D.L.P.), l'O.L.P. réussit à s'imposer comme le seul représentant de la cause palestinienne reconnu par la Ligue arabe.

Fait intéressant : dès cette époque, l'Organisation avait posé comme principe l'autonomie de l'identité palestinienne. Ainsi selon la Charte nationale palestinienne de 1968 modifiée en 1969 : *« Le peuple arabe palestinien croit en l'unité arabe. Pour jouer son rôle dans la réalisation de cette*

<sup>22</sup> Fin août 1967

<sup>23</sup> CHEVALLIER, MIQUEL, op.cit. p 528

*unité, il doit, à cette étape de sa lutte nationale, préserver son identité palestinienne [ ...] Il doit [ ...] s'opposer à tous les plans susceptibles de dissoudre ou d'affaiblir cette identité. »<sup>24</sup>*

La disparition de Nasser entraîne une légitimation de la cause palestinienne qui devient la cause arabe par excellence.<sup>25</sup> Par un étrange hasard, cette reconnaissance coïncide avec "Septembre noir". Le 7 septembre 1970, le F.P.L.P. détourne et fait sauter trois avions sur l'aéroport jordanien de Zarka. C'est la provocation qu'attend le roi Hussein dont le régime est menacé par l'activisme palestinien. L'O.L.P. est écrasée par les Jordaniens avec l'accord tacite mais évident de la plupart des Etats arabes, dont l'Egypte, la Syrie et l'Arabie saoudite. Ceci révèle l'affermissement durable du front des Etats contre celui de la révolution.

### **3.3.3 L'essor irakien**

L'indépendance de l'Irak est le résultat d'un long processus entamé par les rois Hachémites, Fayçal I<sup>er</sup> et Ghazi I<sup>er</sup>. Comme en Egypte quelques années auparavant, un groupe d'officiers renverse la monarchie en 1958. La République d'Irak forme alors avec l'Egypte et la Syrie un noyau d'Etats arabes républicains. Le Général Kassem, Premier ministre, procède à une rupture totale avec les puissances occidentales et engage une modernisation du pays autour d'une idéologie de gauche nationaliste jusqu'en 1968, date à laquelle le gouvernement révolutionnaire fut remplacé par les Baassistes.

Ces derniers s'engagent davantage dans le nationalisme arabe et se montrent hostiles à l'encontre de l'influence politique occidentale. Lors du 8<sup>ème</sup> congrès du parti Baath (1974), il est déclaré : « *Les impérialismes anglais et américain redéfinissent aujourd'hui leurs intérêts dans la région du Golfe plutôt par son pétrole que par les sites stratégiques. Afin de renforcer leur main mise sur la région, ils ont envoyé des armées d'occupation et ont permis l'installation à long terme d'immigrants étrangers. Ils ont noué des alliances avec les chefs de tribus pour obtenir un droit total sur les équipements d'extraction de matières premières* ». L'Irak pensait que la véritable intention des impérialistes occidentaux était d'isoler le Golfe de la zone arabe alentour afin d'empêcher l'émancipation et l'unification des peuples arabes. Or, l'Irak voulait jouer un rôle de premier plan vis-à-vis du monde Arabe et privilégiait l'appellation de "Golfe arabe" par rapport à celle de "Golfe persique".

En 1972, une des principales orientations des baassistes fut de mettre la manne pétrolière au service d'un développement méthodique. Les progrès réalisés en matière industrielle, sociale, technologique, scientifique et éducative en firent un pays qui commença à peser d'un poids non négligeable sur la scène régionale. L'idéal du Baas, servi par l'aspiration de Saddam Hussein à devenir le nouveau Nasser, fit du pays une puissance qui avait sans aucun doute acquis une audience diplomatique et une influence importante non seulement auprès des Arabes, mais encore auprès des peuples du Tiers-Monde.

<sup>24</sup> RISK, op.cit., p 339

<sup>25</sup> LACOUTURE, TUENI, KHOURY, « Un siècle pour rien (Le Moyen-Orient arabe de l'Empire ottoman à l'Empire américain) », 2002, p 169

### 3.3.4 *La Syrie et l'expérience baassiste*

Le parti Baas fait son entrée en 1954 au parlement syrien. En 1963, après l'échec de la RAU et la prise du pouvoir par le Baas, la Syrie se lance dans une surenchère de nationalisme pour embarrasser plus encore l'Égypte nassérienne. Ceci conduira l'Égypte à la guerre et à la débâcle de 1967. Par ailleurs, l'antagonisme entre les deux branches du Baas affectera les relations entre l'Irak et la Syrie.

## 3.4 La recomposition au lendemain de 1967

### 3.4.1 *L'arrivée de Sadate*

Lorsque Anouar Al Sadate succède à Nasser, en 1970, il a déjà choisi, même s'il n'est pas encore capable de l'imposer, une orientation aux antipodes de celle de son prédécesseur : l'ouverture économique, l'*infïtah*, et l'alliance avec les États-Unis pour régler le conflit israélo-arabe.

Tout en se situant dans la continuité du régime, il réduit les tendances nassériennes radicales existantes au sein du parti et de l'appareil d'État, et réintroduit une forme de pluralisme politique. Le socialisme d'État cède progressivement la place à la libre entreprise et au capitalisme international.

Sadate se réconcilie avec les pays arabes pétroliers, notamment avec l'Arabie Saoudite. Cette dernière soutiendra en partie l'effort de guerre égyptien contre Israël.

### 3.4.2 *La guerre de 1973*

Le président Sadate tente de sortir son pays de la situation de crise provoquée par la défaite de 1967. Il veut faire la preuve que l'Égypte est encore le cœur du monde arabe et négocier une paix en position de force : il déclenche, avec l'appui de la Syrie, la quatrième guerre israélo-arabe. Le 6 octobre 1973, jour du *Yom Kippour* ( le Grand Pardon ), les troupes arabes attaquent et infligent de lourdes pertes aux forces israéliennes, détruisant en même temps leur réputation d'invincibilité. Mais les Israéliens contre-attaquent et envahissent l'Égypte. Sous l'influence des États-Unis et de l'URSS<sup>26</sup>, un cessez-le-feu est conclu fin octobre 1973. Bien que la guerre soit gagnée par Israël, l'Égypte, grâce à son succès initial, parvient à en faire une victoire psychologique.

Parallèlement, les pays exportateurs de pétrole ont utilisé l'or noir comme une arme. Ainsi, l'Arabie Saoudite joue un rôle décisif dans le conflit en suspendant brièvement les livraisons de pétrole vers les pays qui soutiennent Israël et en multipliant par quatre le prix mondial du pétrole.

### 3.4.3 *La marche vers la paix*

Fort de cette victoire psychologique et désormais avec l'appui des États-Unis, Sadate entreprend alors des négociations avec Israël, malgré l'opposition de tous les autres États arabes. Il se rend en visite à Jérusalem en novembre 1977, et signe aux États-Unis les accords de Camp David aux États-Unis en septembre 1978. Le 26 mars 1979, un traité de paix est signé entre les deux anciens

<sup>26</sup> Le sommet Nixon-Brejnev du 22 mai 1972 a consacré comme corollaire de la détente entre l'URSS et les États-Unis, l'accord des deux superpuissances pour coordonner bilatéralement leurs positions sur la crise du Moyen-Orient et les subordonner à leurs intérêts mutuels. Le Moyen-Orient devient un condominium américano-soviétique.

ennemis. Il aboutit, en 1982, à la restitution du Sinaï à l'Égypte. En contrepartie, l'Égypte obtient dès lors une aide substantielle des États-Unis, mais perd sa place au sein de la Ligue arabe, de nombreux dirigeants arabes l'accusant de trahison. La situation économique, déjà très affaiblie, va encore se détériorer avec le boycott de certains pays arabes. L'Arabie Saoudite, qui était pourtant considérée comme une force de modération dans le conflit israélo-arabe, supprime son soutien financier à l'Égypte et durcit ses relations diplomatiques avec elle.

#### **3.4.4 La guerre du Liban**

Alors que l'Égypte s'était engagé la première sur la voie d'une paix séparée avec Israël, la Syrie prend une direction d'autant plus opposée qu'elle se trouve, par sa situation géographique, immergée dans le conflit libanais.<sup>27</sup>

Appelé "la Suisse du Proche-Orient", le Liban a longtemps été considéré comme un pont prospère entre le monde arabe et l'hémisphère occidental. Au début des années soixante-dix, la population libanaise est constituée d'un amalgame d'Arméniens, de Kurdes, de Libanais, de Syriens et de Palestiniens expulsés de Jordanie mais protégés par l'O.L.P. En 1975, le pays est déchiré par des antagonismes confessionnels et religieux. Ses ressources énormes en eau, sa position maritime favorable à un échange commercial intense et l'accueil de l'O.L.P. à la suite de « Septembre noir » en Jordanie en font l'objet de la convoitise israélienne et syrienne.

Indissociable de Camp David, la guerre du Liban commence au moment où s'amorce le virage égyptien vers la paix. En quittant la coalition d'octobre 1973, l'Égypte crée, pour ses anciens partenaires et plus particulièrement pour la Syrie une situation entièrement nouvelle. Damas veut désormais régler plus librement son contentieux avec les Palestiniens, tout en satisfaisant au Liban une ambition historique. En effet, Damas considère le Liban comme sa " zone d'influence ", voire une partie de la Syrie naturelle arrachée à la mère patrie par le colonialisme. Enfin, il lui importe que le Liban se conforme aux positions syriennes vis-à-vis d'Israël et qu'il ne conclût pas de paix séparée.

En 1976, les troupes syriennes interviennent aux côtés de la droite maronite dans la guerre civile libanaise. Cette action est légitimée par la Ligue arabe : en octobre 1976, le 8<sup>ème</sup> sommet arabe du Caire institue une force arabe de dissuasion au Liban dont l'essentiel des contingents était en fait syrien.

En 1982, les Israéliens interviennent au Liban pour détruire l'O.L.P., jugé un peu trop active à leur goût. Mais la campagne engagée par Israël manque l'un de ses buts : Yasser Arafat peut se retirer sous la protection de forces internationales afin de poursuivre la lutte palestinienne depuis Tunis. De plus, l'intervention israélienne est une catastrophe sur le plan de la politique extérieure et intérieure. Face aux protestations de la communauté internationale, Israël doit réduire sa présence au Liban, tout en réservant une zone de sécurité dans le sud du pays. C'est la Syrie qui profite de ce vide en termes de pouvoir. La Syrie démontrait ainsi l'inanité de tout effort tendant à la

---

<sup>27</sup> RISK, op.cit., p 231

marginaliser au Liban et imposait aux israéliens de reconnaître à la Syrie le droit de remplir le vide de souveraineté consécutif à l'effondrement de l'Etat libanais.<sup>28</sup>

La part syrienne sera ensuite déterminante dans la résolution de la crise avec la signature, le 30 septembre 1989, de la Charte de réconciliation nationale. Connu sous le nom des "d'Accords de Taëf", ce texte consacre pour le Liban, l'établissement d'une structure constitutionnelle nouvelle, prenant en compte, entre autres, l'émergence de l'islamisme chiite. Ces accords, ainsi que le traité de fraternité, de coordination et de coopération, signé entre la Syrie et le Liban le 22 mai 1991, constituent aujourd'hui les fondements juridiques de la présence syrienne au Liban.

### **3.5 Les guerres du Golfe**

#### ***3.5.1 L'Irak et la première guerre du Golfe***

L'Irak s'engage dans une guerre contre l'Iran moins pour protéger sa cohésion interne que parce qu'il y voit une occasion de se substituer à l'Iran dans son rôle de gendarme du golfe, pour lequel l'Iran lui-même s'est disqualifié par la révolution islamique. En exploitant l'antipathie avivée par le régime khomeyniste entre les deux versions, chiite et sunnite, de l'islam, l'Irak croit pouvoir forcer le ralliement à sa cause tout le monde arabe, à majorité sunnite contre l'Iran chiite, et retrouver ainsi l'importance stratégique de Bagdad perdue après 1958. A l'inverse, Téhéran accuse Bagdad de faire appel au sentiment nationaliste arabe pour briser l'unité de l'islam que la révolution islamique prétend instaurer.

A l'ambition irakienne de mobiliser les Etats arabes dans sa guerre contre l'Iran répond la scission des Etats arabes en deux camps, celui des partisans de l'Irak et celui des Etats arabes qui font prévaloir la solidarité islamique avec l'Iran sur la solidarité arabe avec l'Irak. Cette scission éclate au sommet arabe de Amman en novembre 1980, où la Syrie, la Libye, l'Algérie, le Yémen-Sud et l'OLP désavouèrent l'Irak.

#### ***3.5.2 Les causes de la seconde guerre du Golfe***

En août 1988, l'Irak, vainqueur, termine la guerre à la fois puissant et exsangue. Son appareil militaire est impressionnant, mais le désastre financier est tout aussi démesuré. Saddam Hussein ne manque jamais de confier à tous ses hôtes étrangers, qu'il a été le véritable bouclier protégeant les frères arabes de la menace perse et qu'il attend des plus riches d'entre eux qu'ils l'aident à rembourser toutes ses dettes.

En juillet 1990, il accuse " certains " dirigeants du Golfe de nuire à l'Irak en faisant baisser le prix de brut. Au-delà de cette escalade verbale qui prépare l'invasion du Koweït, le dirigeant irakien poursuit trois objectifs concrets : réaliser un « hold-up » sur la « banque du Moyen-Orient » que représente ce pays, se placer à la tête de 19 % des réserves mondiales de pétrole et peser sur la politique de l'OPEP en ajoutant les richesses koweïtiennes aux siennes, enfin acquérir un plus large accès au Golfe. Ces trois objectifs, le numéro un irakien les inscrit évidemment dans une ambition plus vaste et ancienne : reprendre l'ascendant sur un monde arabe divisé. Saddam voulait dominer

---

<sup>28</sup> RISK, op.cit., p 310

d'une main de fer son propre pays, l'Irak, puis avec la caution de la philosophie et du parti Baas, lutter pour établir une hégémonie irakienne sur la "nation arabe" à commencer par le "Golfe arabe"<sup>29</sup>

Par ailleurs, on constate un fort sentiment partagé par tous les Irakiens mettant en cause l'existence même de l'Etat koweïtien qu'ils considèrent comme une province irakienne.

### **3.5.3 Le positionnement arabe**

Face à la crise, le monde arabe est divisé. Si le 3 août, le conseil ministériel de la Ligue arabe a condamné l'invasion du Koweït, quatre membres ont cependant voté contre cette condamnation<sup>30</sup>.

Chacun des pays voisins de l'Irak, de la Syrie à l'Arabie Saoudite, en passant par la Turquie, l'Iran et le Koweït, avait avant l'invasion du Koweït, des motifs de discorde avec l'Irak. A l'exception de l'Iran, tous ces pays prendront part à l'opération « Tempête du Désert » ou la soutiendront.

Le positionnement de l'Égypte aux côtés du Koweït dès les premières heures de la crise est décisif tant d'un point de vue politique que militaire. L'Égypte participe immédiatement à la coalition contre le président irakien Saddam Hussein en envoyant un corps expéditionnaire de quelque 40 000 hommes en Arabie Saoudite. Le choix de participer à la force multinationale contribue à renforcer son rôle diplomatique, mais aussi à assainir sa situation financière, par le biais de l'effacement d'une grande partie de sa dette extérieure.

Bien sûr, l'Arabie Saoudite qui se sent menacée accueille des troupes occidentales sur son sol. En revanche, le Président yéménite Saleh adopte une position plus nuancée et préconise une solution interarabe au conflit. Artisan de la première heure de toutes les organisations arabes, il estime que l'intervention de puissances extérieures serait un affront pour les nations arabes. Soutenu par son opinion publique, il se pose en négociateur entre l'Irak et le monde arabe et refuse de s'associer à la coalition armée. Cette position sera interprétée comme un soutien à Saddam Hussein. Les réactions de l'Arabie Saoudite et des pays du golfe ne tarderont pas : près d'un million d'expatriés yéménites vivant et travaillant dans ces Etats auront un mois pour liquider leurs affaires et retourner au pays. Les conséquences économiques seront dramatiques pour le Yémen dont 50% des revenus provenaient des émigrés.

### **3.5.4 Les conséquences de l'intervention**

Le 16 janvier 1991, forts du soutien des Nations unies, les Etats-Unis et vingt-six autres nations entrent en guerre contre Bagdad. D'abord aériennes, puis terrestres, les opérations s'arrêtent fin mars. Les alliés choisissent cependant le maintien du régime pour sauver l'intégrité du territoire irakien et éviter une déstabilisation générale du Golfe et de ses pourtours géopolitiques (Iran, Kurdistan...). Ils laisseront Saddam Hussein massacrer les Kurdes au nord et les Chiites au sud du pays.

<sup>29</sup> CARRE, op.cit., p.238

<sup>30</sup> L'Irak, le Yémen, le Soudan et l'O.L.P.

Par ailleurs, la guerre démontra la profonde fragilité des Emirats, ainsi qu'une certaine faiblesse de l'Arabie Saoudite, qui, malgré la quantité énorme de matériel de guerre qu'elle n'avait cessé d'acheter depuis des années, s'avéra incapable de se défendre toute seule.

## 4 L'arabité malmenée

### 4.1 Retour sur le nassérisme

#### 4.1.1 *Le champion du panarabisme*

La décennie 1957-1967, période majeure du panarabisme nassérien, a été l'aboutissement du long courant de renaissance arabe. Dans un premier temps, les Etats-Unis, mais aussi l'Angleterre et la France, avaient été très favorables au nassérisme. Cela évolue, à partir du moment où la question de l'Afrique du Nord pour la France, celle de l'Arabie Saoudite et du Golfe pour l'Amérique et enfin celle de la Jordanie et de l'Irak pour l'Angleterre deviennent des objets de préoccupation.<sup>31</sup> Suez a été la charnière de la politique nassérienne, celle de la rupture avec l'Occident. « *Pour la première fois depuis des siècles, le pouvoir au Moyen-Orient cesse d'être allogène : iranien, turc ou européen. Il redevient autochtone.*<sup>32</sup> »

Le déferlement égyptien est d'autant plus fort qu'au lieu d'être perçu par les populations arabes comme l'irruption de l'expansionnisme régional égyptien traditionnel avide de se substituer à l'impérialisme occidental, il est ressenti comme l'émergence d'un nationalisme nouveau : le nationalisme arabe.

Si Nasser se considérait comme le leader du mouvement panarabe dans la lutte contre Israël, la catastrophe militaire face à Israël du 5 au 9 juin 1967 sonne le glas du nassérisme.

#### 4.1.2 *Le revers de la médaille*

Une des faiblesses du nassérisme fut d'ordre géopolitique et résulte du fait que la configuration et l'équilibre du monde arabe évoluent après 1960 de façon très défavorable à l'Egypte. Avec l'accession de l'Algérie à l'indépendance, après le Maroc et la Tunisie, le Maghreb prend une dimension nouvelle. Au Machrek, dans la Péninsule, surgit la puissance pétrolière des Etats du Golfe et notamment celle de l'Arabie Saoudite qui tente de sortir du tribalisme et de se doter d'institutions modernes.<sup>33</sup>

A l'intérieur, le socialisme nassérien aboutit à deux situations tragiques : une très forte dépendance financière vis-à-vis de l'extérieur, et une très faible mobilisation individuelle, puisque l'individu est exhorté non à épargner et produire pour améliorer l'avenir, mais à faire confiance à l'Etat.<sup>34</sup> Le régime nassérien était également une dictature militaire et policière de parti de masse unique, omniprésent dans le quartier, dans le travail et dans les loisirs. L'étatisation de presque toutes les activités favorisait la corruption.

<sup>31</sup> LACOUTURE, TUENI, KHOURY, op.cit., p 118

<sup>32</sup> RISK, op.cit., p 107

<sup>33</sup> RISK, op.cit., p 136

<sup>34</sup> CARRE, op.cit., p. 113

Ainsi, pour Olivier Carré, « *le nassérisme semble être à la source des illusions, des souffrances et des échecs qui marquent aujourd'hui le monde arabe* ». <sup>35</sup>

#### 4.1.3 La question égyptienne

L'Égypte est un pays important pour le monde arabe. D'abord, elle est l'Etat le plus peuplé. Foyer d'une civilisation millénaire, ce pays est hautement symbolique. Son passé est prestigieux depuis l'époque des pharaons. L'ancienneté, le prestige et la fonction mondiale de l'université d'Al-Azhar et de ses oulémas sont le signe que le Caire est perçu par les Arabes comme le centre d'une nation arabe et le centre, aussi, de la communauté ou « nation musulmane ». <sup>36</sup>....

Si l'Égypte est au centre du monde arabe, à mi-distance du Golfe arabo-persique et de l'Océan Atlantique, sa géographie est également un des facteurs qui le différencient du reste du monde arabe. Alors que dans le monde arabe en général règne la steppe où la terre est sans valeur, en Égypte la terre est le bien suprême ; et si le monde arabe dans son ensemble est le monde du désert, l'Égypte est une civilisation de l'eau. A l'opposé de l'Arabe en général, l'Égyptien est essentiellement un homme de la terre. Il y a également disparité sur le plan institutionnel et étatique entre l'Égypte – un Etat qui existe depuis trois à quatre mille ans – et les jeunes Etats du Moyen-Orient issus de l'Empire ottoman et en train de se constituer. <sup>37</sup>

Selon cette analyse, le panarabisme nassérien peut être vu comme une parenthèse dans l'histoire contemporaine de l'Égypte, en fait plus soucieuse de son égyptianité. De fait, c'est surtout hors d'Égypte que le nassérisme a proliféré. L'illusion fut, à l'époque, de confondre nationalisme arabe et expansionnisme égyptien. <sup>38</sup>

## 4.2 Retour sur le baassisme

Né du principe et de l'idéal de l'unité panarabe, le parti Baas est dès l'origine marqué par des factions. Un mouvement incessant de scissions s'est poursuivi. L'idéologie du parti Baas dont se réclament la Syrie et l'Irak fut de peu de poids face à la divergence de leurs politiques nationales et internationales. <sup>39</sup> La forte personnalité des deux chefs, Saddam Hussein et Hafez el-Assad qui voulaient certes réunir le monde arabe, mais sous leur propre autorité, devait faire sombrer ce projet dans la querelle puis dans l'animosité ouverte.

En Irak, le parti Baas demeure contrôlé par la minorité sunnite du centre de l'Irak, plus précisément par le clan des Takritis, du nom de Takrit, la ville natale du président Saddam Hussein, Takrit. Le pouvoir s'établit sur un système d'allégeances tribales au clan présidentiel et, plus spécifiquement, à la famille élargie du chef de l'Etat. A l'origine, le parti comportait une solide composante chiite mais celle-ci a été progressivement éliminée des instances dirigeantes. En Syrie, le parti Baas et le pouvoir sont dominés par les militaires alaouites.

<sup>35</sup> CARRE, op.cit., 1993, p. 92

<sup>36</sup> Olivier Carré, "Le nationalisme arabe", 1993, p. 92

<sup>37</sup> LACOUTURE, TUENI, KHOURY, op.cit., p 144

<sup>38</sup> RISK, op.cit., p 75

<sup>39</sup> LACOUTURE, TUENI, KHOURY, op.cit., p 259

Parti unique, le Baas quadrille la totalité du pays et assure en même temps son contrôle sur la société civile et sur l'Etat en même temps. Son fonctionnement au sommet reste secret alors que les luttes pour la conquête de l'appareil interne sont sourdes et peu connues du grand public. En conclusion, on est loin de l'idéal nationaliste arabe.

### **4.3 Une représentation particulière : La « Grande Syrie »**

Au crépuscule du 20<sup>ème</sup> siècle, la Grande Syrie existe plus que jamais dans le discours des élites et l'imaginaire du peuple. Dans les rues et dans les espaces publics en Syrie et au Liban trône l'omniprésent portrait du président syrien mais aussi une représentation imagée de la « Grande Syrie » et de sa place dans le monde arabe. On y distingue un drapeau syrien, planté à Damas, qui étend son ombre sur l'ensemble des autres Etats arabes, du Maroc à l'Irak.

De fait, les dirigeants alaouites continuent à se référer à une notion de « Syrie géographique » ou « Grande Syrie ». Ses frontières, qualifiées de naturelles à Damas, engloberaient aussi bien Israël et la Jordanie que le Liban et l'ex sandjak d'Alexandrette, plus la Cisjordanie et Gaza. Cet ensemble n'a, de fait, jamais existé comme Etat et ne fut qu'une province ottomane avant le 19<sup>ème</sup> siècle.

Cette « Grande Syrie » est un motif de ressentiment permanent contre l'Occident. Censée avoir été façonnée au fil des siècles, elle aurait, selon l'argumentaire syrien, souffert tout au long du 20<sup>ème</sup> siècle d'un démembrement plus ou moins prémédité par l'occident chrétien. Dans l'esprit de la nation syrienne, ces spoliations ne peuvent être définitives et le pouvoir réaffirme avec force le désir de récupérer ces territoires perdus. En 1998, après la proclamation d'indépendance de l'Etat palestinien par Yasser Arafat, le maître de Damas réaffirmait : « *La Palestine n'est pas seulement une partie de la nation arabe, c'est une part essentielle du sud de la Syrie.* »

A l'identique, les relations syro-irakiennes peuvent s'expliquer par la subsistance du mythe de la « Grande Syrie ». Quand Damas apporta son soutien à l'Iran contre l'Irak, ce dernier étant en danger et menacé de dislocation, Hafez el-Assad espérait peut-être récupérer des portions de territoire. La participation syrienne à la coalition anti-irakienne de la guerre du golfe de 1990-1991 peut s'expliquer de la même manière.

## PARTIE 2

### Les facteurs de désunion

#### 1 L'influence de l'islam

##### 1.1 Chiisme et sunnisme

L'islam se répartit en plusieurs « familles d'esprit ». On distingue, en première analyse, les sunnites et les chiites. Cette scission a pour origine la succession politique du Prophète au 7<sup>ème</sup> siècle. A sa mort, les musulmans se trouvèrent divisés car sa seule héritière était sa fille, Fatima. Une bataille de succession opposa Moawiyya, gouverneur de Damas à Ali, gendre du prophète. Sur cette querelle successorale se greffa l'opposition de certaines conceptions politiques et cet antagonisme provoqua un schisme entre les deux branches de l'Islam : les sunnites, partisans de Moawiyya et fidèles à la *Sunna*<sup>1</sup>, s'opposèrent aux chiites, partisans d'Ali qui étaient minoritaires.

##### 1.1.1 *Les sunnites*

Les sunnites rassemblent l'écrasante majorité des musulmans (près de 95 % dans la région). Ils reconnaissent l'autorité du Calife, le « Commandeur des croyants » qui dirigeait la communauté (*l'Umma*). Le calife était le représentant du Prophète et le dépositaire la *charia*, la loi islamique. Il n'y a plus aujourd'hui de direction officielle de l'islam sunnite depuis la disparition du Califat le 4 mars 1924.

Le sunnisme a quatre principales écoles de pensée dont la caractéristique principale est la territorialisation et mais ne présentent pas entre elles de différences dans la pratique quotidienne de la religion :

- Le Hanbalisme est un traditionalisme rigoureux qui accorde plus d'importance à la parole du prophète qu'au Coran. Il ne se conçoit que par une obéissance absolue au chef de la communauté. Il se rencontre principalement en Arabie Saoudite.
- Le Chaféisme se définit par un équilibre entre le Coran et la *Sunna*. Dans la région, il est présent en Syrie.
- L'Hanafisme prône l'usage de la réflexion personnelle, « la recherche de la meilleure solution », la modération des excès. Il se montre tolérant par rapport au chiisme. Les druzes libanais en sont un exemple.
- Le Malikisme est un islam modéré du Maghreb. Il préconise l'écoute de la *Sunna*.

---

<sup>1</sup> La *Sunna* relate les enseignements du Prophète, ses faits et gestes, et les débuts de la 1<sup>ère</sup> communauté musulmane de Médine.

Le mouvement mystique soufiste n'est pas une véritable école. Il a pour but de rapprocher l'homme de Dieu. On le rencontre dans les régions récemment islamisées ou en Libye.

### **1.1.2 Les chiïtes**

L'origine du chiïsme est une forme de contestation du système social en place. Ne comprenant guère plus de 20 à 25 millions<sup>2</sup> des musulmans du Monde arabe, les chiïtes se sont divisés selon la lignée des Imams dont ils reconnaissent l'autorité. Ils se distinguent les uns des autres en se rattachant à un membre de la lignée. On distingue :

- les duodécimains ou imamites que l'on les rencontre en Irak, au Liban ainsi que dans la province pétrolière saoudienne du Hasa et dans les Émirats arabes unis.
- Les zaydites au Yémen constituent également des communautés chiïtes importantes.
- Les ismaéliens dirigés par l'Aga Khan sont très peu nombreux et très dispersés dans le Monde arabe.

Les Alaouites en Syrie et les Druzes au Liban sont également issus du chiïsme.

### **1.1.3 L'opposition**

La persistance de l'opposition entre sunnites et chiïtes a trois origines :

- politique car les deux systèmes s'appuient sur des doctrines différentes,
- sociale car les chiïtes font majoritairement partie de minorités défavorisées et sont à l'origine de mouvements révolutionnaires,
- extérieure du fait de l'influence des puissances étrangères qui ont majoritairement soutenu les sunnites.

La marginalisation du chiïsme doublée d'une unité inexistante en ont progressivement fait un paria mondial, méprisé en raison de son infidélité au sunnisme, de son caractère hérétique et de son caractère prompt à la révolte et au terrorisme. Le chiïsme est violemment combattu par l'Arabie Saoudite qui institutionnalise la destruction de tous ses symboles.

Aucun indice ne laisse penser que l'on puisse un jour assister à un rapprochement global entre ces deux mondes. Tout porte au contraire à croire l'inverse : les chiïtes, même ceux qui vivaient dans des groupes peu cléricalisés, ont pris conscience à travers les grands bouleversements du Proche et du Moyen-Orient de leur spécificité. Le 20<sup>ème</sup> siècle, pour la religion chiïte, aura été celui d'une « conscientation ». Nombre d'entre eux sont sortis de leur léthargie sociale et politique et récusent le statut de seconde zone que bien des pays sunnites leur réservaient jusqu'alors.

Néanmoins, si une opposition existe entre Sunnites et Chiïtes, elle fait généralement « abstraction de cette diversité religieuse des Arabes dès lors qu'il s'agit d'évoquer le monde arabe au plan mondial et ses rapports avec d'autres grands ensembles géopolitiques ».<sup>3</sup>

<sup>2</sup> Soit environ 13% de la communauté musulmane.

<sup>3</sup> LACOSTE Yves (dir.), Dictionnaire de géopolitique, 1995, p. 165

### **1.1.4 Le rôle politique des chiites libanais**

Dans les années soixante, la montée en puissance démographique de la communauté chiite s'est accompagnée d'une revitalisation de son identité. Ce retour au chiisme a conduit à un resserrement des liens entre chiisme libanais et chiisme iranien, notamment en ce qui concerne les clergés. Cela explique qu'après la révolution iranienne de 1979, le Sud Liban chiite devint un des objectifs prioritaires de l'Iran.

Ce double mouvement démographique et identitaire ne devait pas tarder à trouver son expression politique. L'occasion fut fournie par le déclenchement de la guerre civile au Liban où, dès les premières heures, les communautés chiïtes, bien décidées à en finir avec la domination maronite, s'allièrent au Front progressiste composé de Palestiniens et de Druzes, et certaines autres forces libanaises de gauche. Cette alliance se révéla instable. A cet égard, il faut rappeler que, pendant les quinze ans de guerre civile, les chiïtes se sont successivement affrontés à toutes les composantes confessionnelles du Liban : ils ont fait la guerre aux Maronites, aux Druzes, aux Palestiniens qui occupaient une des régions chiïtes du Liban, ainsi qu'aux Syriens.

## **1.2 L'Islamisme**

### **1.2.1 L'islam politique et social**

L'islam n'est pas seulement une religion. Il ignore la séparation entre la société civile et le religieux puisque, dès la prédication de Mahomet, le civil et le religieux furent confondus. L'islam est également un système juridique<sup>4</sup> et social. Certes, la *charia* ou loi sacrée, n'est pas appliquée partout, mais la religion affecte cependant certains domaines de la loi. L'islam est à la fois système de régulation sociale et système de droit : « *il aspire à structurer l'intégralité du champ social.*<sup>5</sup> »

### **1.2.2 La montée de l'intégrisme musulman**

Comme le rappelle Yves Lacoste, les islamistes sont « *des militants qui veulent que, dans le monde musulman, l'Etat et la société soient conformes aux règles du droit islamique, la charia, telles que le Coran, la sunna (récits et actions du Prophète) et les hadith (commentaires) les ont établies. Du point de vue géopolitique, les islamistes entendent agir pour que se réalise l'unité politique de l'umma, c'est-à-dire la communauté de tous les musulmans et l'unification sous une même autorité de tous les pays musulmans.* »<sup>6</sup>

Depuis le siècle de l'Hégire<sup>7</sup> l'islam n'a presque jamais cessé, comme le bouddhisme et le Christianisme, d'être traversé par des courants radicaux. Ainsi, l'islamisme a toujours été un phénomène latent des sociétés musulmanes. Il vise « *à dépasser les divisions étatiques du monde musulman et à instaurer un califat étendant progressivement son empire sur le monde. Cet islam-là refuse les frontières et les pouvoirs en place.* »<sup>8</sup>

<sup>4</sup> Le système judiciaire de l'Arabie Saoudite s'appuie sur la *charia*, qui vient du Coran et du *Hadith* (recueil des traditions).

<sup>5</sup> MUTIN Georges, " Géopolitique du monde arabe", 2001, p.20-21

<sup>6</sup> LACOSTE, op.cit., p 806

<sup>7</sup> Ere des musulmans qui commence en 622 de l'ère chrétienne, date du départ de Mahomet de La Mecque pour Médine.

<sup>8</sup> CHAUPRADE Aymeric, Géopolitique (Constantes et changements dans l'histoire), 2001, p. 426

Parallèlement, le monde musulman ne peut, au 19<sup>ème</sup> siècle, qu'appréhender avec inquiétude la montée en puissance d'un Occident chrétien qui possède désormais le monopole des sciences et de la technique. Au début du 20<sup>ème</sup> siècle, tous les théoriciens tentent de concilier la modernité nécessaire avec un retour aux valeurs les plus authentiques de l'islam. Cette réactualisation de la foi des anciens donne naissance, en Egypte, à la société des Frères musulmans. Depuis lors, la pensée et le programme des mouvements islamistes vont en se radicalisant, et leur radicalisation idéologique suit le schéma suivant :

- « dans les années 1930-1940, progressive islamisation des institutions et guerre contre les pouvoirs coloniaux ;
- dans les années 1950, islamisation moderne du droit et "justice sociale" islamique ;
- dans les années 1960-1970, préparation d'une avant-garde islamique sincère et révolutionnaire dévouée à la "souveraineté politique exclusive de Dieu" ;
- dans les années 1970 et 1980, insurrection violente immédiate contre les pouvoirs renégats et instauration intégrale de la charia littérale par les Etats islamiques. »<sup>9</sup>

Le caractère violent et agressif de l'islamisme tient à la rencontre de causes externes et de causes internes. Les premières ont pour origine les contradictions de la société capitaliste et la faillite de l'alternative socialiste ; les secondes sont, dans le monde arabe, liées à la nature de l'ordre politique consacré par Camp David en 1978. Cet ordre reposait sur l'affirmation du caractère définitif des Etats dans leurs frontières actuelles, c'est à dire sur la répudiation de l'unité arabe, revendication essentielle du nationalisme arabe.<sup>10</sup>

### **1.2.3 Les mouvements fondamentalistes**

#### *Les Frères musulmans*

La société des Frères musulmans est fondée en 1928 par un instituteur égyptien, Hassan el Banna, en réponse au développement du nationalisme arabe laïc, incarné notamment par le *Wafd*. Ce mouvement connaît des relations assez chaotiques avec le pouvoir. Des liens étroits se tissent entre les Frères musulmans et les "officiers libres" qui viennent de prendre le pouvoir. Rapidement les relations se tendent et le mouvement est officiellement dissous en 1954. Nasser pourchassa les Frères musulmans parce qu'ils s'opposaient, avec le soutien de la dynastie saoudienne, aux thèses du socialisme arabe et au projet d'unité arabe. Souvent réprimés, ils ont parfois été utilisés par le pouvoir, qui les tolère mais ne leur reconnaît pas d'existence légale.

Le mouvement, même s'il n'est pas légalement reconnu, est bien implanté dans la société égyptienne. Il n'est cependant pas exempt de divisions, notamment entre les anciens, plutôt conservateurs, et les "quadras" qui se veulent plus "modernistes". Ils privilégient la modération dans les objectifs et les moyens mis en œuvre pour les atteindre. Depuis leurs débuts, les Frères musulmans, leurs semblables dans le monde non arabe et les groupes issus d'eux ont souvent assuré

<sup>9</sup> CARRE Olivier, "Le nationalisme arabe", 1993, p. 179

<sup>10</sup> RISK Charles, « les Arabes ou l'histoire à contresens », 1992, p 294

des organisations d'entraide, d'instruction et de soins dans les quartiers, les universités, les villages.<sup>11</sup>

Il faut enfin noter que les Frères musulmans entretiennent des relations privilégiées avec l'Arabie Saoudite, puisque dès le milieu des années 1950, les frères musulmans égyptiens pourchassés par Nasser y trouvent refuge. Ils jouent également un rôle influent au sein de l'université de Médine, une institution où la pensée des Frères est enseignée à des étudiants venant de tout le monde musulman ce qui facilite la propagation de leurs idées. Le mouvement s'est ainsi également implanté en Syrie, au Liban, en Irak, en Palestine, en Jordanie, au Yémen et au Soudan. Ainsi, avant les années soixante-dix, un courant où se mêlent oulémas wahhabites et intellectuels islamistes s'est constitué. L'islamisme peut être considéré comme l'extension, à l'ensemble du monde musulman, du mouvement des Frères musulmans.

### *Le wahhabisme*

Mouvement puritain sunnite fondé au 18<sup>ème</sup> siècle, le wahhabisme se confond avec la dynastie saoudite. Vision rigoriste de l'islam, ce courant met en avant l'idée de l'unicité de Dieu et le respect littéral de sa parole. Le mouvement se singularise par une application littérale des sanctions prônées par la Charia : lapidation des femmes adultères ou encore ablation de la main des voleurs. De plus, les adhérents à ce mouvement s'opposent à tout ce qui est considéré comme nouveauté.

Depuis la fondation du royaume, le wahhabisme structure la société saoudienne. Il est le fondement de la constitution et régit la vie quotidienne des Saoudiens, tous les niveaux sociaux confondus et dans tous les domaines : religieux bien sûr, mais aussi économique et judiciaire. D'autre part, le wahhabisme est l'un des principaux outils de légitimation du pouvoir en Arabie Saoudite. En annexant la province du Hedjaz, où se trouvent La Mecque et Médine, les Saoud se sont dotés d'un rôle prestigieux, celui de gardiens des Lieux saints, titre que le roi Fahd a décidé d'utiliser de préférence à tous les autres, à partir de 1985.

L'idéologie wahhabite qui a découlé de cette alliance a créé les points de doctrine majeurs de l'islamisme contemporain sunnite : l'impératif de revenir aux fondements de l'islam, l'application rigoureuse de toutes les injonctions et prohibitions dans les domaines juridiques, moraux et privés et l'application littérale du Coran. Sous l'égide de la monarchie saoudienne proche alliée des Etats-Unis, le wahhabisme a largement soutenu les mouvements islamistes mondiaux, dans un premier temps contre le projet nassérien, puis contre tout projet unitaire arabe ou à vocation progressiste.

#### **1.2.4 La Ligue Islamique Mondiale**

Cette organisation non gouvernementale à financement saoudien est créée en 1962 à La Mecque. Elle est la première institution cohérente et systématique visant à la dissémination de l'islam wahhabite dans le monde. Elle sert essentiellement à contrer l'influence de l'Égypte de Nasser.

---

<sup>11</sup> CARRE, op.ci., p.183

Le 21 août 1969, un déséquilibré incendie la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem. Faysal profite de l'indignation du monde arabe et concrétise son idée d'un sommet islamique. En septembre 1969 à Rabat, une conférence de chefs d'Etat musulmans crée l'Organisation de la Conférence Islamique qui a pour objectif d'unifier les positions communes aux Etats islamiques sur de grands thèmes internationaux<sup>12</sup>. Un certain nombre d'institutions de coopération culturelle et économique dépendront de la nouvelle organisation dont le siège est établi à Djedda.

Sous l'impulsion des juristes saoudiens, une constitution islamique type est ainsi proposée en 1978 pour tous les pays musulmans et développée par l'Organisation de la conférence islamique mondiale sous la forme d'une déclaration islamique universelle des droits de l'homme (Paris, 1981) et d'un modèle de Constitution islamique (Islamabad, 1983)

### **1.3 L'islam contre la nation arabe**

Le projet islamiste d'unité politique de l'*umma* est plus ou moins explicitement antagoniste d'un autre projet géopolitique, celui de l'unité du monde arabe. Bien que ce dernier ne compte que le cinquième des musulmans, cette opposition ne reflète pas une mise en cause des Arabes ou de la langue arabe par des non-arabe ; l'antagonisme est interne au monde arabe.

Face aux tenants de l'unité arabe, dont le projet a plus ou moins pour objet la mise en commun et le partage des ressources, on trouve à l'origine une opposition des pétromonarchies, plus particulièrement celle de l'Arabie Saoudite. Forte de son rôle de gardienne des Lieux saints de l'Islam, cette dernière a soutenu que la seule tâche pieuse est l'unité de tous les musulmans quelle que fût leur langue en dehors de la prière. Aujourd'hui, ce projet est devenu le fait de différents mouvements plus ou moins rivaux. A leurs yeux, le monde musulman, avec ses richesses pétrolières et une population importante, apparaît comme la seule force capable de s'opposer à l'hégémonie de l'Occident.

### **1.4 L'islam contre les Etats arabes**

Les islamistes s'opposent au projet d'unité des pays arabes, mais également à l'idée que puissent exister différentes nations au sein du monde musulman. Cette opposition idéologique s'appuie sur une déception largement répandue au sein des populations. Pour récuser l'existence de multiples Etats musulmans, les militants islamistes dénoncent l'incurie, la corruption et le despotisme des chefs d'Etat. Deux facteurs se combinent pour entraîner la perte de légitimité des dirigeants en place : l'échec face à Israël mais aussi l'échec des grands projets industriels qui n'ont pas pu fournir les relais de ressources qui permettraient de socialiser la population en proie à une croissance démographique extraordinaire. Il est vrai que dans les rues arabes on ne croit plus dans les modèles des Etats–Nations qui ont presque tous échoué.

Les islamistes pratiquent une stratégie d'embrigadement des masses populaires, puis de terrorisme pour provoquer la chute des pouvoirs en place. Sous cet aspect, l'islamisme se révèle

---

<sup>12</sup> Elle a pour but de devenir une structure permanente de concertation qui réunira régulièrement les chefs d'Etat musulmans ou leurs représentants dans des sommets islamiques.

plus une idéologie politico-sociale qu'une théologie. Il se soucie moins de renaissance spirituelle ou de réforme doctrinale que d'une reprise en main d'une société en voie d'occidentalisation.

Cet islamisme s'oppose bien sûr aux Etats dont les modèles sont importés d'Occident et qu'ils jugent corrompus mais aussi à l'Arabie Saoudite et aux monarchies qui ont fait appel aux Américains.

#### ***1.4.1 Egypte et islamisme***

L'Egypte est confrontée depuis plus de vingt ans à un activisme islamiste très violent. Après l'attentat perpétré contre le président Sadate en octobre 1981 et l'assassinat de hautes personnalités du régime dans les années qui suivirent, la répression policière s'est intensifiée. La recrudescence des actions violentes depuis le début des années 90, la dernière en date étant le massacre de touristes à Louxor en novembre 1997, a ébranlé le régime. Ce fut l'occasion d'une prise de conscience de la persistance du problème islamiste. Ne voulant pas dialoguer avec les terroristes, le gouvernement poursuit sa politique de répression contre les formations islamistes sans aucune discrimination. La quasi-totalité des attentats sont le fait de deux groupuscules armés radicaux : la Gama-at Islamiya et le Djihad islamique. Ces organisations appartiennent à la mouvance religieuse qui considère le régime égyptien comme impie et veulent sa disparition. Ceci peut expliquer la volonté des autorités égyptiennes de refuser toute constitution de parti politique fondé sur l'Islam, accusant de telles organisations de vouloir s'emparer du pouvoir par la violence. Il en est ainsi pour les Frères musulmans, principale organisation politique islamique, qui se présentent souvent comme modérés et réformistes. Ils reconnaissent le caractère islamique de la République mais souhaitent la réformer pour effacer certaines de ses lacunes.

En Egypte, le terreau sur lequel se nourrit l'intégrisme est une démographie galopante. Les économies très fragiles et déséquilibrées ne peuvent en aucun cas supporter des taux d'accroissement naturel dépassant 3 %, et génèrent un nombre sans cesse plus important d'exclus d'une hypothétique croissance économique. Cet accroissement incontrôlé de la population aboutit à une proportion de jeunes de moins de vingt-cinq ans qui dépasse 60 %. Cette tranche d'âge, la plus touchée par les difficultés sociales et économiques, est également la plus sensible aux thèses radicales de l'Islam intégriste : le chômage quasi institutionnel, ajouté aux carences du système d'éducation ou de formation professionnelle, devient si difficile à vivre qu'il permet toutes les fuites en avant.

#### ***1.4.2 L'opposition islamiste en Arabie Saoudite***

Depuis une dizaine d'années, des mouvements contestataires religieux sont apparus au sein de ce pays, pourtant réputé pour son caractère religieux. Le déploiement de troupes occidentales sur le sol saoudien lors de la guerre du Golfe a accentué ce phénomène.

De fait, la plus grande partie de l'opposition au régime provient maintenant des cercles fondamentalistes, qui dénoncent le système actuel anti-islamique et craignent que leurs valeurs ne soient remises en question par la culture étrangère occidentale.

Le poids du religieux limite la marge de manœuvre du pouvoir. En effet, le souverain associe les oulémas aux décisions importantes afin d'obtenir leur caution, quitte à multiplier les concessions. En 1991, au lendemain de la guerre du Golfe, le maintien des troupes américaines sur le territoire est négocié en échange d'un renforcement de la rigueur islamique dans les écoles du royaume. De la maternelle à l'université, les programmes d'enseignement sont aux mains de religieux doctrinaires.

Le mouvement Al-Quaïda et Ben-Laden montrent la place que la jeunesse saoudienne occupe dans le mouvement islamiste. Lors des attentats du 11 septembre 2001, pas moins de 15 saoudiens figuraient parmi les 19 pirates de l'air. Tous avaient moins de 30 ans.

## **2 La diversité des Etats arabes**

Le Monde arabe est donc « *un carrefour de peuples et les États contemporains, de création récente, ont, souvent, des difficultés à gérer leurs minorités à l'intérieur de frontières parfois contestées* »<sup>13</sup>.

### **2.1 La question des minorités**

Le problème des minorités pèse sur l'unité de nombreux pays arabes et par-là pèse sur l'unité arabe. Le Liban a du mal à définir son identité du fait de sa mosaïque de communautés. On en compte au moins dix-huit identifiées par leur doctrine religieuse et leur histoire spécifique, mais non pas par leurs différences ethniques.<sup>14</sup> Mais les tensions actuelles sont surtout irakiennes.

#### *Le problème de l'unité irakienne*

Au cœur du monde arabe, l'unité de l'Irak pose problème depuis toujours. Les questions, chiite et kurde, constituent deux éléments d'hétérogénéité à la fois confessionnelle et ethnique, dont le résultat est de bloquer le processus d'unité arabe dont les chiites craignent qu'il ne les dilue dans la majorité sunnite, et dont les Kurdes craignent qu'il ne les noie dans la majorité arabe. Que ce soit les Kurdes, situés au nord, ou les Chiites, concentrés au sud, la problématique ne cesse d'évoluer dans le sens de la complexité.

Si les Kurdes représentent une population importante de l'Irak<sup>15</sup>, ils sont de plus en plus, soumis à des tensions et des oppositions internes. L'environnement international joue un rôle considérable dans l'opposition des Kurdes à Bagdad et dans leurs divisions internes. Du temps du Shah par exemple, Téhéran soutenait les Kurdes pour affaiblir l'Irak avec lequel l'Iran s'opposait sur la délimitation des frontières sur le Chott El Arab. Bagdad pour sa part soutenait en Iran une autre faction kurde dans la région d'Ourmia.

*« Depuis cinquante ans, la problématique kurde est devenue une question fondamentale pour l'Irak, non seulement en raison de l'hétérogénéité ethnique mais aussi parce que le Kurdistan reste*

<sup>13</sup> MUTIN, op.cit., p.20

<sup>14</sup> Les Kurdes du Liban sont comptés au nombre des musulmans, les Arméniens, réfugiés d'Asie mineure au début du 20<sup>ème</sup> siècle, au nombre des chrétiens.

<sup>15</sup> environ cinq millions de personnes

*une des principales zones pétrolières du pays. »<sup>16</sup>. Cependant, il serait simpliste de considérer que l'ensemble du Kurdistan est hostile à Bagdad. L'autonomie accordée aux Kurdes par Saddam Hussein a entraîné une bonne partie de la population à accepter définitivement son intégration au sein de la population irakienne. Il faut ici rappeler que, selon l'idéologie du Baas, seule compte la nation irakienne et qu'à ce titre l'origine ethnique et l'appartenance confessionnelle sont censées ne pas compter.*

Les chiites, quant à eux, ont aussi largement essaimé dans l'ensemble du pays, même si leur concentration reste forte dans leur bassin naturel de la Basse Mésopotamie. La gestion de leur identité et leur indépendance éventuelle sont beaucoup plus complexes aujourd'hui que dans les années vingt, à la formation de l'Irak. A cette époque, les tribus chiites vivaient encore dans un relatif sous-développement, dominés par des chefs, sur des principes féodaux, si bien qu'ils ne furent guère associés à la formation du pays. Ils réagirent en s'y opposant par une importante révolte qui fut noyée dans le sang par l'armée britannique. Les débuts du royaume irakien furent aussi marqués par la découverte de champs pétrolifères dans cette région. L'adhésion des chiites au parti Baas, au moment de l'instauration de la République, aurait pu leur donner accès aux cercles du pouvoir mais les clans politiques issus de la zone sunnite du pays prirent le contrôle du parti.

Pendant la guerre avec l'Iran, les chiites irakiens furent très sollicités lors de la contre-offensive iranienne. Téhéran pensait que la solidarité religieuse primerait sur le sentiment national mais il n'en fut rien. La stratégie fondée sur la solidarité religieuse n'a pas fonctionné. Pourtant les chiites irakiens auraient pu nourrir quelques ressentiments à l'égard de leur pays où, bien que majoritaires, ils ont toujours été tenus à l'écart du pouvoir.

La position de ces minorités au sein de la nation irakienne reste néanmoins précaire. En effet, l'insurrection dans le Sud, à majorité chiite, suite à la défaite de l'armée irakienne au Koweït au printemps 1991 et en réponse à l'appel à la révolte lancée par le Président américain, a été écrasée dans le sang ; au nord, en revanche, les milices kurdes ont pris le contrôle des principales villes, grâce notamment à l'intervention des Occidentaux.

## **2.2 Les frontières**

Nous avons vu que pendant la cinquantaine d'années qui s'étale des années vingt à la décennie soixante-dix, le remodelage territorial du Monde arabe a connu quelques temps forts : le règlement de la Première Guerre mondiale, celui de la Deuxième Guerre mondiale et le processus de décolonisation qui a suivi. Ces constructions territoriales modernes, le plus souvent imposées, ont été introduites alors que dans les esprits subsistait le souvenir très vif de l'Empire arabe et que la construction ottomane avait laissé une empreinte forte.

Dans la région du Golfe, le problème des frontières est quasiment insoluble. Les relations des pays arabes du Golfe restent empoisonnées par leurs litiges frontaliers, lesquels font régulièrement l'objet de règlements diplomatiques. L'essentiel des difficultés vient du retard de démarcation des tracés frontaliers. Bien sûr les enjeux pétroliers ne sont pas étrangers à ces problèmes. Pendant

---

<sup>16</sup> Dulait A. et Thual F, Bagdad 2000. L'avenir géopolitique de l'Irak, Ellipses, 1999.

plusieurs décennies les dirigeants saoudiens ont délibérément choisi de ne pas régler les litiges frontaliers du royaume avec leurs voisins. Depuis peu, cependant, les Saoudiens révisent leur jugement et sont persuadés que le flou des frontières est source d'instabilité pour leur pays. Délimiter, démarquer les frontières est une des priorités de la diplomatie saoudienne ces dernières années. Ceci ne se fait pas sans heurt. Si le Yémen unifié a pu définir ses frontières dès 1992 avec le sultanat d'Oman, l'établissement des frontières avec l'Arabie Saoudite s'est avéré beaucoup plus conflictuel. La résolution récente de ce vieux contentieux, par le Traité de Djedda du 12 juin 2000, est due pour l'essentiel à la bonne qualité des relations entre Ali Abdallâh Saleh et le Prince héritier saoudien Abdallâh. Dans la région, Bahreïn et le Qatar restent en litige à propos des hauts fonds de Facht el Dibel et de la zone de Zoubara, et ce malgré un jugement de la Cour internationale de justice qui reconnaît au Qatar depuis le 16 mars 2001 le droit de libre navigation dans la zone.

### **2.3 L'échec de la ligue arabe**

Soulignant l'unité de la culture arabe parmi des pays à majorité musulmane, le pacte de la Ligue des Etats arabes fut signé au Caire, le 22 mars 1945, par les représentants des « Etats arabes indépendants » : la Syrie, la Transjordanie<sup>17</sup>, l'Irak, l'Arabie Saoudite, le Liban, l'Égypte et le Yémen. Le siège de la Ligue fut établi au Caire. Tout Etat arabe indépendant et accédant à l'indépendance pouvait en devenir membre. Au fil des ans, la Libye, le Soudan, la Tunisie, le Maroc, l'Algérie, le Koweït, Bahreïn, Oman, le Qatar, les Emirats arabes unis, la Mauritanie, la Somalie, l'O.L.P. et Djibouti ont rejoint la Ligue.

Contemporaine de la création d'Israël, la Ligue est rapidement dirigée contre cet Etat. La plupart des sommets des chefs d'État arabes, qui constituent l'activité la plus connue de la Ligue arabe, ont été convoqués à la suite d'événements spécifiques liés à l'évolution du conflit israélo-arabe ou à son corollaire, les relations entre l'O.L.P. et les pays arabes. De même, les résolutions les plus importantes de la Ligue concernent la Palestine.

Lieu de lutte entre les différents dirigeants du monde arabe, la Ligue arabe n'a pas fait la preuve de son efficacité. Une des raisons de cet état est la prévalence de la souveraineté étatique, qui en est une des données politiques structurelles depuis sa création. Plus d'un demi-siècle après sa création, on n'a toujours pas tranché les questions de la périodicité des sommets arabes, de la procédure des votes, du caractère contraignant des décisions ou du recouvrement des cotisations. Ceci est symptomatique des relations difficiles que les Etats arabes entretiennent entre eux.

### **2.4 Une structure plus modeste : le Conseil de Coopération du Golfe (C.C.G)**

L'Arabie Saoudite patronne, pour le compte des Etats-Unis, le Conseil de Coopération du Golfe qui a été formé le 25 mai 1981, avec le Sultanat d'Oman, le Koweït, le Qatar, Bahreïn, et la Fédération des Emirats Arabes Unis. On y traite essentiellement de problèmes économiques. Les nombreux conflits et les antagonismes plus ou moins importants entre les pays membres n'y sont jamais évoqués.

---

<sup>17</sup> Aujourd'hui la Jordanie

Cette structure de concertation qui a vu le jour au moment de la Guerre Irak-Iran est rapidement apparue comme un instrument politique destiné à contrer l'expansionnisme iranien. Elle a aussi une fonction plus diplomatique que l'on pourrait qualifier anti-Conseil de Coopération Arabe (C.C.A). Dès la fin des hostilités avec l'Iran, Saddam Hussein avait entrepris un repositionnement au sein du monde arabe, en créant le C.C.A. regroupant la Jordanie, l'Égypte et le Yémen du Nord. Ce nouveau dispositif était dirigé ostensiblement contre le régime saoudien et le C.C.G. En raison même de la modestie de ces objectifs, le C.C.G devrait avoir une longévité supérieure à celle du C.C.A.

## **2.5 Les relations entre Etats**

A l'origine, les Etats signataires du pacte de la Ligue Arabe se sont regroupés selon deux axes aux visées opposées :

- l'axe égypto-saoudien,
- l'axe hachémite (Irak, Jordanie).

Après la nationalisation du Canal de Suez en 1956, on assiste à un renforcement de l'Égypte et au reflux du courant hachémite (la monarchie est liquidée en Irak en 1958). Une nouvelle division va se dessiner :

- un axe nationaliste et progressiste (Syrie et Égypte)
- un axe monarchique et pro-occidental (Arabie Saoudite et Jordanie)

Aujourd'hui, la situation est plus confuse. Elle met en évidence deux Etats esseulés et qui s'opposent: l'Irak, isolé depuis la guerre du Golfe, et l'Arabie saoudite, dont le rôle est incontournable et permanent dans le monde arabe d'aujourd'hui. C'est la deuxième guerre du Golfe en 1990 et 1991 qui, avec ses bras de fer interarabes, révéla, comme aucun autre événement, de façon marquée les fissures divisant le camp arabe.

La Ligue arabe a été divisée et paralysée tout au long de la crise et le Conseil de Coopération du Golfe est resté étrangement discret.

### **2.5.1 L'isolement irakien**

Bien avant la guerre du Golfe, une méfiance traditionnelle a animé les rapports entre l'Irak et l'Arabie saoudite. Cette opposition était à la fois religieuse et politique. Le régime saoudien repose sur le wahhabisme, mouvement réformateur musulman puritain. Aussi, les Saoudiens ont cherché à annexer le Sud de l'Irak, pour procéder à la conquête des villes saintes chiites. Dans les années soixante-dix, Bagdad était la base des mouvements révolutionnaires hostiles aux monarchies du Golfe. Se sentant menacé après la révolution iranienne, Saddam Hussein amorça un rapprochement et l'Arabie saoudite a soutenu financièrement sa guerre contre l'Iran. Mais l'Irak se révélera un redoutable adversaire à la politique pétrolière des prix bas de Ryad. Aujourd'hui, les saoudiens craignent l'expansionnisme irakien et Bagdad perçoit l'Arabie Saoudite comme un régime conservateur et réactionnaire, inféodé aux américains dont il sert les desseins impérialistes.

L'Arabie Saoudite n'est pas la seule à s'opposer à l'Irak. A l'exception de l'Iran, tous les voisins de l'Irak ont pris part à l'opération « Tempête du Désert » ou l'ont soutenue. La Syrie, ennemi traditionnel, n'a jamais accepté l'annexion de la région de Mossoul et a toujours considéré que cette région devait lui revenir parce que la région des ports syriens constitue le débouché naturel du vilayet de Mossoul. De plus, Damas, berceau du parti Baas, accuse Bagdad de s'être éloignée de la doctrine des origines. Le Koweït craint, lui aussi, l'expansionnisme irakien. En effet, Bagdad ne cesse de réclamer le retour du Koweït à la "mère patrie", considérant que cet Etat est une création artificielle de la Grande-Bretagne. Élément important par ailleurs, le Koweït ferme l'accès à la mer pour l'Irak. Depuis la fin de la guerre du Golfe les deux pays n'ont plus de relations. Néanmoins, si l'Arabie Saoudite et le Koweït persistent à refuser tout dialogue direct avec le régime de Saddam Hussein, Bahreïn et les Emirats arabes unis ont réouvert leurs représentations diplomatiques à Bagdad. Le Qatar, quant à lui, multiplie les appels à la normalisation en direction de ses partenaires du Conseil de coopération du Golfe.

### ***2.5.2 L'Arabie Saoudite ou une volonté dominante***

Premier producteur mondial de pétrole, l'Arabie Saoudite utilise ses richesses énergétiques pour garder son « leadership » régional et jouer un rôle politique sur la scène internationale. Le pays est tout d'abord la tête de pont du dispositif militaire des Etats-Unis dans le Moyen-Orient. Il préside l'Organisation de la conférence islamique établie à Djedda et est à l'origine de la création de l'OPEP dont il apparaît comme le chef de file. A travers l'O.P.E.P., l'Arabie impose sa discipline par l'attribution de quotas qui doivent assurer la stabilité du marché et la fixation des prix. Elle a poussé, par souci sécuritaire, à la création du Conseil de Coopération du Golfe<sup>18</sup> en 1981 après la révolution islamique en Iran et le déclenchement du conflit Iran Irak.

Dans le même temps, Riyad finance divers mouvements islamistes présents dans de nombreux pays, mouvements régulièrement montrés par Washington comme étant des organisations terroristes. Mais la guerre du Golfe de 1991 a mis en évidence certaines contradictions. Ce conflit a démontré qu'au sein du monde musulman dont elle veut être le phare théologique, l'Arabie saoudite est esseulée et ne peut être défendue que par les Etats-Unis qui sont les alliés d'Israël alors que l'Etat hébreu subit les opérations terroristes du Hamas, soutenu par les fonds saoudiens.

Au sein même de la péninsule arabique, les relations de l'Arabie saoudite avec ses voisins sont loin d'être idéales. Des conflits de frontières ou des divergences d'intérêts économiques sont, le plus souvent, à l'origine de ces animosités. La volonté hégémonique de l'Arabie Saoudite est mal ressentie à l'image de sa volonté à peine cachée de dépecer la fédération des E.A.U. A propos de son voisin du sud, le roi Abdelaziz aurait dit à ses fils avant de mourir : "Le bonheur du royaume réside dans le malheur du Yémen". Depuis ce précepte semble guider la conduite des dirigeants saoudiens qui considèrent ce qui se passe au Yémen comme une affaire intérieure saoudienne. L'important semble être d'entretenir un climat de dépendance et d'attiser les divisions. Premier pays du Golfe à avoir véritablement bénéficié de la manne pétrolière, le Koweït est aussi le premier à l'avoir utilisée pour moderniser son infrastructure et éduquer sa population. Il en restera une

<sup>18</sup> Cette organisation comprend également avec Bahreïn, les EAU, Koweït, Oman et Qatar

animosité entre Saoudiens et Koweïtiens, ces derniers, se jugeant plus "sophistiqués que leurs voisins "primitifs".

Malgré une normalisation des relations avec l’Égypte sur laquelle nous reviendrons, seule la Syrie semble entretenir de bonnes relations avec l’Arabie saoudite.

### 2.5.3 *La Jordanie, un exemple d’équilibrisme*

Pris dans l’étai entre l’Occident et les Arabes, la Jordanie, petit pays à "l’arabisme de velours" symbolise le tiraillement de nombreux pays. Le royaume participe aux différentes formes de coopération régionale : la Ligue arabe dont elle est toujours membre, l’éphémère union avec l’Irak en 1958 ou encore le Conseil de Coopération Arabe, embryon de marché commun arabe<sup>19</sup>. Mais elle reste arrimée au camp occidental qui lui garantit son intégrité territoriale, sa viabilité financière et lui fournit une aide militaire. De nombreux pays arabes sont soumis à la même problématique, même si c’est dans une moindre mesure.

## 3 Les disparités économiques

Le monde arabe ne se projette que très rarement dans la sphère économique même si le pétrole est « *célébré comme une grande richesse, à la condition que [les populations arabes] puissent enfin en profiter, notamment en établissant des rapports de complémentarité entre les pays pétroliers riches et à fort besoin de main-d’œuvre, et des pays sans pétrole et surpeuplés. L’idée que les Arabes se font de leur monde se fonde essentiellement sur un projet politique et religieux...* »<sup>20</sup>

Or, aujourd’hui, le problème des pays arabes réside essentiellement dans leur situation économique. Ils ne donnent pas le signe d’un développement économique important. Certes, quelques pays sont des "Etats rentiers" pétroliers, mais l’intégration économique du Moyen-Orient en vue d’un développement global n’est pas réalisée. Les autres pays sont pauvres ou très pauvres. Les relations économiques constituent la dimension la moins développée du système régional. En effet, les échanges économiques entre les pays de la zone restent limités puisqu’ils représentent au plus 10% de leur commerce extérieur.

### 3.1 L’absence de solidarité économique

Déjà pour Nasser, l’unité des pays arabes devait être le moyen d’établir entre eux une coopération économique fructueuse : ceux dont les exportations pétrolières augmentaient considérablement avaient de grands besoins de main d’œuvre, et ceux qui n’avaient pas de pétrole, la Syrie et l’Égypte notamment, pouvaient fournir un grand nombre de travailleurs et de techniciens et bénéficier, pour leurs investissements, des projets pétroliers.<sup>21</sup> Ces projets de coopération et de partage rencontreront l’opposition des pays pétroliers.

<sup>19</sup> L’union avec l’Irak qui prend fin avec le renversement de la monarchie irakienne en juillet 1958 était une réponse à la République Arabe Unie qui scellait l’union entre la Syrie et l’Égypte.

<sup>20</sup> LACOSTE, op.cit., p 166

<sup>21</sup> LACOSTE, op.cit., p 167

### 3.1.1 *L'influence du pétrole*

Loin d'inaugurer pour le monde arabe une période de stabilité et d'indépendance, la découverte de la richesse pétrolière au 20<sup>ème</sup> siècle a en réalité introduit les germes de la désintégration. Une sorte de bipolarisation du Monde arabe s'est mise en place. Si la Méditerranée reste un centre politique majeur, et aussi instable, du Monde arabe, le Golfe qui était autrefois une sorte de périphérie somnolente du Monde arabe, devient un centre économique essentiel.<sup>22</sup>

La dépendance du secteur des transports vis-à-vis du pétrole est le symptôme principal de dépendance des économies industrialisées à ce carburant. De fait, la richesse que le pétrole représente pour les économies occidentales fait du Moyen-Orient une chasse gardée des occidentaux. Ceci implique bien des manœuvres pour en partager le contrôle et déposséder les Arabes de tout pouvoir de décision. La réaction des pays producteurs a été d'opposer aux pays consommateurs une solidarité fondée sur l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). L'embargo de 1973, décidé par les pays arabes, est l'exemple le plus marquant de l'utilisation conjointe du pétrole comme acte de politique étrangère arabe. Le pétrole a également divisé le monde arabe ; bien que tous les pays producteurs aient pour objectif la protection de leur part de la rente pétrolière, il existe deux conceptions de l'exploitation du pétrole :

- celle des pays nationalistes et socialistes est de vendre le pétrole cher pour conduire le développement du monde arabe
- celle des monarchies pétrolières est de tirer un profit suffisant mais durable de leur seule richesse avec une préférence pour le placement de leurs profits dans les banques occidentales.

Au sein même des Etats pétroliers, les mécanismes de solidarité ne jouent pas. Ainsi, tous les États du Golfe n'ont pas tous un intérêt fort dans le développement du Yémen. L'exploitation du gaz yéménite peut venir concurrencer d'autres pays producteurs de la région tandis que le port d'Aden, s'il prenait son envol, pourrait détourner du trafic d'autres ports de la péninsule.

Dans un autre registre, si l'Irak n'était pas le deuxième détenteur des réserves mondiales, il est probable que les ambitions diplomatiques et politiques formulées par le parti Baas n'auraient pas attiré pareille réaction des puissances occidentales et des monarchies du Golfe. Ainsi, l'impact qu'aurait un pétrole irakien abondant sur les prix et les volumes du pétrole produit par l'Arabie Saoudite inquiète ce pays.<sup>23</sup>

La guerre du Golfe, en 1990, en retirant durablement du marché quelque 3 millions de barils/jour en provenance d'Irak a permis à l'Arabie Saoudite de retrouver un niveau de production satisfaisant ses besoins financiers, mais aussi de parvenir à une répartition régionale conforme à l'idée qu'elle se fait de ses intérêts.

<sup>22</sup> MUTIN, *op.cit.*, p.8

<sup>23</sup> CHAUPRADE Aymeric, *Géopolitique (Constantes et changements dans l'histoire)*, 2001, p631-632

### 3.1.2 *Une apparente solidarité : le fait migratoire*

Le Moyen-Orient a toujours été une terre de migration. Le phénomène a pris, dans les dernières décennies, une dimension nouvelle du fait du déséquilibre entre les pays producteurs de pétrole peu peuplé et les pays très peuplés mais non producteurs de pétrole.

La conséquence de cette contradiction a été le flux d'une importante immigration de mains d'œuvre pour combler le déficit en travailleurs des pays producteurs. Plusieurs documents et conventions interarabes insistent pour que les pays d'accueil de main d'œuvre accordent la priorité aux travailleurs arabes. Au départ, cette main d'œuvre était originaire des pays arabes, tels l'Égypte, la Jordanie, le Yémen, la Syrie, le Liban, et enfin la Palestine<sup>24</sup>.

La réalité n'est pas idyllique : de nombreux travailleurs arabes sont au chômage et des travailleurs non arabes, venant principalement d'Asie, sont présents dans les pays arabes. La guerre du Golfe a amplifié ce phénomène puisque, à cette période, l'Arabie Saoudite expulsera plus de 800.000 Yéménites du fait des prises de position du gouvernement de Sanaa en faveur de Bagdad. Quant aux 350000 Palestiniens, présents surtout au Koweït, leur situation va être mise à rude épreuve, les Koweïtiens faisant aussi subir à ces immigrés, qui n'avaient aucun pays d'accueil, les conséquences des prises de position pro-irakiennes de l'OLP. Au total, ce sont certainement plus de trois millions de personnes qui reflueront sur le Nil, le Yémen ou la Jordanie, ayant souvent perdu, leurs ressources, traumatisées par le conflit et peu secourues par l'aide étatique ou internationale lorsque les réseaux familiaux ou les diasporas installées ne pouvaient les prendre en charge.

### 3.2 Des Etats en difficulté

Les régimes autoritaires modernisateurs postcoloniaux n'ont pas surmonté les problèmes dramatiques de la croissance démographique, de la mortalité infantile ou de l'analphabétisme. L'Égypte qui rassemble plus du quart des Arabes a une économie fragile. Elle est « sous perfusion » et le maintien du niveau de vie égyptien, déjà très bas, est difficile à assurer. La Jordanie, la Syrie et la Liban sont dans des situations économiques similaires avec un revenu national brut (R.N.B.) par habitant qui se situe entre 3000 et 4500\$<sup>25</sup>. Dans la péninsule arabique, le Yémen<sup>26</sup> fait partie des pays moins avancés (PMA) alors que les E.A.U. ont développé une industrie post-pétrolière.

## 4 Le contentieux israélo-arabe

Pour de nombreux pays arabes, Israël reste un facteur d'instabilité régionale. En niant leurs droits aux Palestiniens, Israël crée de toutes pièces un problème qui alimente les ressentiments arabes et engendre un terrorisme qui menaçant les monarchies conservatrices. Par ailleurs, la présence et la puissance de l'Etat d'Israël, en imposant des efforts militaires constants, ruinent les économies et les énergies humaines arabes...

<sup>24</sup> La migration arabe vers les pays pétroliers du Golfe porte sur des effectifs de l'ordre de 5 à 6 millions de travailleurs.

<sup>25</sup> Chiffre 2000 – Par comparaison, l'Arabie Saoudite a un R.N.B./hab de 11000\$.

<sup>26</sup> R.N.B./hab : 770\$.

Si l'on procède à une première répartition grossière des Etats, l'Egypte et la Jordanie se distinguent de la Syrie et du Liban par le facteur discriminant « *traité de paix* ». La position de l'Arabie saoudite est plus ambiguë.

Craignant d'être marginalisée face à l'axe Washington-Tel Aviv-Amman, l'Egypte se veut un promoteur actif du processus de paix. Malgré la condamnation par le monde arabe des accords de Camp David de 1978, le gouvernement égyptien n'a cessé de souligner qu'il défend d'abord les intérêts des Arabes. Protecteur des Palestiniens, il pratique une « *paix froide* » avec le voisin israélien, d'autant plus qu'il veut imposer sa prédominance au Proche-Orient et manifester sa désapprobation face à une attitude intransigeante dans les négociations avec les Palestiniens. Face à une opinion publique qui conteste une partie de ses choix, le gouvernement sait tenir de façon opportune un discours vif à l'encontre de l'Etat hébreu, principalement à destination interne, tout en cherchant un équilibre entre son engagement stratégique et ses contraintes intérieures.

C'est la Jordanie qui de tous les Etats arabes, a la plus longue frontière commune avec Israël. Le règlement du problème de l'eau, de l'énergie, de l'accès à la Méditerranée par le port israélien de Haïfa et sa dépendance financière vis-à-vis de l'étranger ont conduit le royaume Hachémite à s'engager activement en faveur du processus de paix israélo-palestinien.

L'Arabie saoudite a soutenu la cause palestinienne dès 1948. Néanmoins, l'invasion du Koweït a changé les données. Comme Israël ne participait pas à la coalition, pour la première fois, les dirigeants saoudiens ont eu le sentiment que, temporairement, les deux pays étaient dans le même camp. Toutefois en raison de sa rancœur contre l'OLP après la crise du Golfe, l'Arabie Saoudite traînera à apporter sa contribution au processus de paix. Cependant la normalisation avec Israël, thème de prédilection de l'opposition, rencontre actuellement une forte résistance dans les milieux religieux conservateurs du royaume.

La Syrie n'a accepté d'engager des pourparlers de paix avec Israël, qui occupe toujours le Golan, que sous la pression des Américains. Les deux pays étant incapables de s'entendre, ces discussions n'aboutiront pas. Une paix relative semble régner mais reste fragile du fait que la Syrie continue de soutenir le Hezbollah libanais et d'abriter le Hamas et le Djihad islamique de Palestine qui sont des mouvements terroristes.

## **5 Le grand jeu occidental**

L'Occident était et pouvait continuer à être considéré, jusqu'à la bataille de Mayssaloun<sup>27</sup>, comme le partenaire du rêve national arabe, et non comme son sacrificateur.<sup>28</sup>

### **5.1 Les ex-pays coloniaux**

Après l'effondrement de l'empire ottoman, la France et la Grande-Bretagne, puissances coloniales, ont réduit à néant le rêve d'un grand empire arabe. Les règlements à la conférence de

<sup>27</sup> En 1920, la bataille de Mayssaloun voit la défaite de l'armée arabe face à la France

<sup>28</sup> LACOUTURE, TUENI, KHOURY, « Un siècle pour rien (Le Moyen-Orient arabe de l'Empire ottoman à l'Empire américain) », 2002, p 70

*San Remo*<sup>29</sup> ont instauré des systèmes politiques au Proche et Moyen-Orient fondés sur l'utilisation des minorités par les grandes puissances pour contrer les tendances unitaires arabes. C'était une volonté consciente de recourir aux minorités pour éviter les dangers d'une majorité musulmane dont le poids aurait risqué d'affaiblir le jeu occidental. Ce passage d'une lettre de Robert de Caix du 11 avril 1920, adressé au Quai d'Orsay, résume bien la philosophie de la politique des mandats : « *La paix dans le monde serait en somme mieux assurée s'il y avait en Orient un certain nombre de petits Etats dont les relations seraient contrôlées ici par la France et là par l'Angleterre, qui s'administreraient avec le maximum d'autonomie intérieure et qui n'auraient pas les tendances agressives des grands Etats nationaux unitaires.* »<sup>30</sup> C'est essentiellement sur ces faits que se fonde la thèse, très répandue dans le monde arabe d'une volonté impérialiste de diviser le monde arabe.

Depuis, cette époque, la présence anglaise a décliné, mais elle se maintient dans de nombreux émirats à travers des intérêts pétroliers, bancaires et financiers. D'autre part, elle exerce une fonction militaire discrète mais réelle, notamment dans le Sultanat d'Oman.

Pour ce qui la concerne, la France reprend pied dans la région à partir des années soixante-dix, essentiellement en Irak et dans les Emirats arabes unis via des relations commerciales dans le domaine de l'armement. Ses relations avec l'Irak ont été interrompues par la crise koweïtienne mais se poursuivirent avec le reste du monde arabe. La politique actuelle de Paris dans la région suit un principe simple qui consiste à suggérer à l'ensemble des pays de la zone, qu'à côté de la présence massive de l'Amérique, il y a une place pour la France. Cette percée, conforme à la tradition de la politique arabe française, est également conduite au nom de l'Union européenne.

En effet, si l'Union européenne a vu croître son influence politique après le déclin de l'Union soviétique, elle joue plutôt un rôle marginal dans le règlement du conflit au Proche-Orient. C'est la politique française qui prétend avoir un rôle à jouer dans le monde arabe qui la représente.

## 5.2 Les Etats-Unis

Après la Seconde Guerre mondiale, le Moyen-Orient fut un des théâtres majeurs de la confrontation bipolaire opposant l'U.R.S.S. aux Etats-Unis. A cette époque, la stratégie de la plus grande puissance du Monde au Moyen-Orient semble avoir eu trois objectifs : *containment* à l'égard de la puissance russe, préservation d'Israël, et sûreté de l'approvisionnement pétrolier.<sup>31</sup>

A la suite de l'effondrement du bloc communiste, les Américains sont restés les seuls garants de la sécurité, capables de faire valoir leur puissance sur toute la planète. Cette aptitude rejoint l'attente des Etats du Golfe. La fragilité intrinsèque de ces derniers s'aggrave des convoitises qu'ils suscitent chez leurs voisins plus puissants et plus nombreux. Il faut donc intéresser les puissances occidentales à la protection de leurs régimes. Cela explique que la protection américaine soit un trait permanent du paysage régional. Mais cette protection a un prix. Outre les achats d'armes et une participation au financement des troupes étrangères stationnées sur leur territoire, ce prix implique

<sup>29</sup> Le 4 avril 1920, cette conférence entérine le partage du Proche et Moyen-Orient entre la France et la Grande-Bretagne.

<sup>30</sup> LACOUTURE, TUENI, KHOURY, op.cit., p 313

<sup>31</sup> LACOUTURE, TUENI, KHOURY, op.cit., p 275

également, pour les Etats du Golfe, la soumission totale à la stratégie énergétique américaine d'accroissement de la production et d'abaissement des prix du pétrole.<sup>32</sup>

Au-delà des liens privilégiés que les Etats-Unis entretiennent avec l'état d'Israël, leur principal allié dans la région est donc l'Arabie Saoudite. Cependant, la relation de ces deux pays est marquée dès les premières années par une contradiction majeure : l'allié principal est aussi le protecteur inconditionnel de l'ennemi israélien. Les relations sont alors marquées de hauts et de bas. Ainsi l'encouragement américain aux visées hégémoniques de l'Iran et le soutien à Israël lors du conflit de 1967 inspire un vif mécontentement au roi Fayçal qui commence à se tourner vers d'autres pays, notamment la France.

Le soutien apporté à l'Egypte lors de la paix avec Israël puis la victoire sur les troupes de Saddam Hussein pendant la guerre du Golfe, côte à côte avec les Etats arabes, a permis aux Etats-Unis d'élargir leur zone d'influence dans le camp arabe. Aujourd'hui, nombres de pays arabes, dont l'Egypte et la Jordanie, sont dépendants des Américains ; ils bénéficient d'une aide qui se chiffre en milliards de dollars.

Si les Etats-Unis ont, au départ, soutenu l'émergence de l'Arabie Saoudite, ils ont également eu une influence énorme sur le développement de l'islamisme. Pour des raisons idéologiques et religieuses, l'islamisme sunnite s'opposait au matérialisme marxiste, à la révolution islamique iranienne, d'essence chiite, ainsi qu'à l'idéologie progressiste et laïcisante du nationalisme arabe.<sup>33</sup> Au travers de deux relais, complaisants pour les mouvances fondamentalistes islamiques, le Pakistan et l'Arabie saoudite, les Etats-Unis ont aidé ces mouvements. La guerre d'Afghanistan en est un exemple flagrant. Cette implication américaine conforte la thèse selon laquelle l'islamisme fut l'arme anti-nationaliste arabe des anglo-saxons.

Ce contexte islamique grandissant s'est retourné contre les Etats-Unis et depuis le 11 septembre 2001, Washington se méfie de l'Arabie saoudite, terre natale de Ben Laden. Au-delà de la menace terroriste, la présence militaire des Etats-Unis dans le Golfe doit se faire la plus discrète possible pour les populations même si l'existence de Saddam Hussein légitime la présence d'une force militaire au yeux des monarchies pétrolières.

---

<sup>32</sup> RISK, op.cit, p 283

<sup>33</sup> Chauprade, p 406.

## PARTIE 3

### Vers un réaménagement du monde Arabe

Bien que les organisations qui s'en réclament soient en profond déclin, le panarabisme reste une référence obligée de tout discours politique dans le monde arabe. C'est un signe, parmi d'autres, qu'il garde une grande emprise sur les peuples arabes. Il faut remarquer que certaines organisations islamistes - par exemple le Hamas - ont un discours politique qui, sur de nombreux points, reprend le discours nationaliste arabe.

S'adaptant au contexte actuel, le nationalisme arabe prend des formes nouvelles et se reconstruit sur des bases parfois différentes de celles du passé.

#### **1 Un effort de normalisation des relations interarabes**

##### **1.1 Le retour de l'Égypte au sein du Monde Arabe**

La configuration régionale qui se mit en place dans la deuxième moitié des années soixante-dix présentait un caractère de radicale nouveauté : pour la première fois depuis le début des années quarante, l'Égypte était en retrait du monde arabe. La politique arabe devait se faire sans la participation du pays le plus peuplé. Elle était littéralement privée de son pivot.<sup>1</sup>

Son retour au sein de la communauté arabe est le résultat d'un long processus. Lorsqu'il succède à Anouar el Sadate, Moubarak poursuit les orientations et la politique extérieure de son prédécesseur, sans rien faire qui soit susceptible de remettre en question le traité de paix avec Israël, et ce malgré l'invasion israélienne au Liban en 1982. Tout en consolidant les liens avec les États-Unis, l'Égypte parvient à améliorer progressivement ses relations avec les pays arabes et à regagner leur confiance. En 1989, l'Égypte réintègre la Ligue Arabe, scellant ainsi son retour en grâce. À l'issue de la guerre du Golfe, le siège de la Ligue arabe est rétabli au Caire. Si les Arabes acceptent enfin les conditions égyptiennes, c'est peut-être aussi parce qu'ils se rendent compte que, sans Le Caire, rien de sérieux ne peut être entrepris. De plus, la politique modérée de l'Égypte lui permet d'être un acteur majeur dans le règlement du conflit au Proche-Orient et de s'affirmer au plan régional et international.

La visite surprise du président Moubarak au Liban en février 2000, première visite d'un chef d'État égyptien depuis 1959, a suscité l'unanimité parmi la classe politique égyptienne et arabe, et cela quelques jours après les attaques israéliennes sur le territoire libanais.

---

<sup>1</sup> CHEVALLIER Dominique, MIQUEL André, « Les Arabes (du message à l'histoire) », 1995, p 532

Toutefois, la dépendance du Caire à l'égard de l'aide américaine réduit considérablement la marge de manœuvre des dirigeants égyptiens.<sup>2</sup>

## **1.2 La reconnaissance de l'existence du Yémen**

Officiellement candidat depuis décembre 1996 au Conseil de Coopération des États du Golfe (C.C.G.), conseil auquel il a vocation à appartenir, le Yémen s'est heurté pendant longtemps au veto saoudien et à une hostilité sourde d'autres pays de la péninsule. Le traité de Djeddah a rendu possible un accord saoudien à la candidature yéménite.

Un pas important a été franchi lors du 22<sup>ème</sup> sommet du C.C.G. tenu en janvier 2002, qui a défini les prémisses d'une intégration du Yémen à ce groupe de six pays. Le Yémen a été autorisé à participer désormais à toutes les commissions non-politiques.<sup>3</sup> Les médias du Golfe ont considéré cette première accession comme la reconnaissance de fait d'une unité de destin géographique, historique, économique et social du Yémen avec la communauté du Golfe.

## **1.3 Evolutions des relations libano-syriennes**

En mai 2000, sous la pression de la résistance armée du Hezbollah, Israël a retiré unilatéralement ses forces de la zone de sécurité qu'il occupait depuis 1978<sup>4</sup>. Ce retrait a certainement introduit une donne nouvelle. Désormais, les forces syriennes demeurent la seule armée étrangère présente sur le territoire libanais mais Damas a perdu un atout : la légitimité internationale que lui conférait son soutien à la résistance anti-israélienne. Pour autant, la contestation de la présence militaire syrienne au Liban demeure aujourd'hui circonscrite à quelques personnalités chrétiennes.

Néanmoins, Bachar el-Assad pourrait être amené à desserrer l'étreinte syrienne sur le Liban. N'étant plus menacée, la Syrie pourrait limiter ses dépenses et se consacrer à son développement économique et renoncer ainsi aux privilèges de l'accord de Taëf (1989). Et un accord de paix entre la Syrie et Israël serait de nature à remettre en cause la présence syrienne au Liban. D'autres événements peuvent également se produire : ainsi, récemment, face aux risques de déstabilisation qui pourraient résulter d'un afflux massif de réfugiés irakiens, la Syrie a retiré des troupes du Liban et les a transférées sur sa frontière avec l'Irak.

## **1.4 Le renouvellement des dirigeants**

Ces dernières années ont vu des changements majeurs parmi les dirigeants du monde arabe. Les rois Hussein de Jordanie, Hassan II du Maroc, l'émir de Bahreïn ont laissé la place à leurs successeurs, Liamine Zéroual a été remplacé par Abdelaziz Bouteflika à la tête de l'Algérie, Hafez el-Assad, par son fils Bachar en Syrie. Des changements sont aussi attendus à plus ou moins brève échéance en Arabie Saoudite ou à la tête de l'Autorité palestinienne, et d'autres peuvent se dessiner à plus ou moins long terme en Egypte, en Irak, aux E.A.U. et au Koweït. Ce saut de génération n'entraîne pas de révolutions et ne bouleverse pas les équilibres entre les élites civiles, militaires et

<sup>2</sup> Ils fournissent une aide civile et militaire considérable, évaluée à deux milliards de dollars par an.

<sup>3</sup> Santé, affaires sociales, travail, éducation, sports

<sup>4</sup> En application de la résolution 425 de l'ONU de 1978 stipulant le retrait inconditionnel des forces israéliennes du Liban.

religieuses. Les nouveaux dirigeants ont tendance à renouveler leur entourage, ce qui peut modifier le jeu des alliances. La vision de la technologie, de l'économie et de la société évoluent.

Ce sont surtout les rapports entre chefs d'Etats qui évoluent. Les pesanteurs et les rancœurs du passé s'estompent. Tout ceci contribue à une détente des rapports entre Etats.

### *Exemple des relations Syro-jordaniennes*

Les rapports entre le roi Hussein de Jordanie et le président Hafez el-Assad symbolisent bien les relations conflictuelles qui existaient entre ces deux Etats depuis la création de la Jordanie en 1949. Selon Damas, la « Grande Syrie » s'étend sur le territoire de la Jordanie, et ce mythe est toujours aussi vivace en Syrie. De plus, Damas n'a jamais pardonné à la Jordanie sa mansuétude, puis sa coopération avec Israël qui ont débouché sur le traité de paix signé en 1994.

Cependant après la disparition d'Hafez al-Assad les relations entre les deux pays se sont nettement resserrées. L'amitié qui lie le nouvel homme fort de Damas au roi Abdallah II de Jordanie, son aîné de trois ans, paraît propice à l'apaisement définitif des tensions. Depuis l'avènement du roi Abdallah, Damas n'a plus jamais exigé qu'il renonce au traité de paix avec Israël et qu'il durcisse le ton vis à vis de Tel Aviv. L'important pour Damas, est que la Jordanie reste dans le camp arabe. L'arrivée au pouvoir de Bachar el-Assad a accéléré le rapprochement entre les deux Etats, déjà entamé avant son accession au pouvoir.

## **2 L'influence de la rue arabe**

L'expression « rue arabe » est apparue pendant la guerre du Golfe, quand d'importantes manifestations de rue ont exprimé la sympathie d'une large part des Arabes pour Saddam Hussein. En pratique, ce mode d'expression avait pour objet de mettre en cause des comportements d'ordre international ou régional. La liberté d'expression, autorisée par le pouvoir, ne s'étendait pas encore aux questions de politique intérieure.

### **2.1 Le déficit démocratique**

Si l'aspiration à la démocratie n'est absolument pas comparable à ce qu'elle est en Occident, on ne peut pour autant la négliger. Plus généralement, dans le monde arabe, le fossé qui se creuse entre les élites et la rue est grandissant. L'intelligentsia arabe issue de la *Nahda*, décrédibilisée, n'a plus de prise sur la réalité, et il est à craindre qu'elle soit en train de perdre sa capacité d'influence sur les courants d'opinion. Un journaliste du journal *Le Monde* interrogeant un activiste égyptien s'est vu répondre : « *La rue arabe, en Egypte, c'est tout simplement interdit* ». <sup>5</sup> Ces militants pensaient sans doute profiter de la légère tolérance manifestée ces derniers mois par le régime égyptien. En butte à une opposition interne dont la mouvance islamiste est la principale représentante, ce dernier verrouille les institutions et proroge régulièrement l'état d'urgence en vigueur depuis l'assassinat de Sadate.

---

<sup>5</sup> Cité dans *le Monde* du 16-17 février 2003

## **2.2 L'évolution de l'espace public**

Les médias qui évoluent dans le monde arabo-musulman reproduisent généralement le modèle de l'Etat patriarcal où un certain nombre de principes explicites ou implicites doivent être respectés. Or la nouvelle donne technologique de la communication perturbe ce schéma. Les antennes paraboliques et Internet permettent un nouvel accès à l'information. *El Jazira*, la chaîne d'information privée qui émet à partir du Qatar depuis 1996 connaît un immense succès. Plus elle critique les pouvoirs en place, plus sa popularité s'accroît. Ce qui est encore plus frappant est que les régimes autoritaires sont dépourvus de moyens pour l'interdire. Ces évolutions contribuent à de nouvelles expressions en dehors de l'espace public sous contrôle de l'Etat.

## **2.3 La permanence de la solidarité entre peuples**

Malgré ce rejet des élites, la solidarité arabe reste une constante. La question israélo-palestinienne et la situation en Irak génèrent chez de nombreux Arabes des réflexes de solidarité. Ainsi, après le déclenchement en mars 2002 de l'opération « Mur de protection » par les Israéliens, les appels au boycott des produits américains trouvent un large écho dans les pays arabes. Les Egyptiens, pourtant les premiers à avoir signé un traité de paix avec les Israéliens, sont en pointe dans ce combat. En réaction aux sanctions imposées par la communauté internationale et à l'hypothèse d'un conflit contre l'Irak, les populations, toutes origines confondues, sont solidaires de l'Irak.

## **2.4 La pression sur les Etats**

En Arabie saoudite, la donne a changé. Outre le ralentissement de l'économie, la guerre du Golfe et la présence persistante de 60000 soldats américains sur le territoire ont enflammé les passions. Dans ce pays à la population rajeunie et appauvrie, où les partisans du Djihad semblent de plus en plus nombreux, la famille régnante finit par apparaître comme l'une des dernières institutions pro-occidentales qui restent.

Les autres alliées des Etats-Unis dans la région, l'Egypte et la Jordanie, sont confrontées au même dilemme : préserver les relations bilatérales, économiques et stratégiques avec Washington, sans nuire à leurs intérêts strictement nationaux. C'est à dire continuer d'apporter un soutien « conditionnel » à la politique américaine dans la région, tout en ménageant soigneusement leur opinion publique car le soutien populaire massif à l'Intifada est porté par une nouvelle vague d'anti-américanisme dans l'ensemble du monde arabe.

## **2.5 Un début de réaction**

Contraint de s'adapter à la nouvelle situation internationale, le prince héritier Abdallah d'Arabie Saoudite rompt avec le style habituel de la famille royale. Son nouvel appel à des réformes structurelles des régimes arabes, lancé le 10 janvier 2003, semble une réponse à des pressions diverses en faveur de réformes politiques au sein du royaume. Il répond en particulier au mémorandum signé par 104 intellectuels et personnalités représentant les diverses régions,

catégories économiques et sociales et courants religieux du royaume, qui réclament des réformes politiques et judiciaires visant à la démocratisation du pays, la reconnaissance des droits de la femme saoudienne, la transparence, la lutte contre la corruption et un partage plus équitable des richesses. Une des premières réformes envisagées par Abdallah pourrait être l'élection par les Saoudiens, mais probablement pas encore les Saoudiennes, d'assemblées régionales.

Pour concrétiser ses propositions, le prince Abdallah entend soumettre une charte de réforme du monde arabe au prochain sommet ordinaire de la Ligue arabe qui doit se tenir au printemps 2004 à Tunis.

Dans un autre registre, nous voyons des proches du pouvoir s'aligner sur les positions de la rue. En janvier 2003, en opposition avec la ligne politique officielle, le Cheikh Mohamed Ben Fadh, chef du protocole et fils de l'aîné de la famille princière du Qatar a qualifié Saddam Hussein de « leader de la nation arabe ». Ceci révèle au grand jour la tension entre deux courants à Doha : l'un moderniste et pro-américain et l'autre nationaliste, pro-islamiste et hostile à la politique américaine.

### **3 L'union économique des arabes**

Lancée au Caire en 1964, l'idée d'un marché commun arabe procède de ces rêves qui ne se réalisent que très difficilement. Tout d'abord parce que les obstacles ont été nombreux : primauté du politique sur l'économique, double pression des contraintes internationales et baisse des revenus pétroliers. C'est pourquoi limitée à quatre pays<sup>6</sup>, cette zone de libre-échange est dans la pratique, très vite tombée en désuétude : le volume du commerce interarabe restant extrêmement faible en regard des échanges commerciaux des Etats arabes.

La menace d'hégémonie militaire, technologique et économique d'Israël sur le Proche-Orient, a introduit des déséquilibres que certains pays arabes, comme la Syrie, entendent combler par une coopération économique interarabe. La tâche est difficile : les situations et les rythmes de développement sont fondamentalement différents ; les économies arabes manquent de cohérence et les niveaux d'industrialisation ne sont pas les mêmes. Pour autant, une volonté existe. Ainsi le 1<sup>er</sup> janvier 1998 a vu l'établissement d'une zone de libre échange syro-égyptienne. Un mémorandum a été conjointement présenté par Damas et Le Caire à l'Arabie Saoudite dans l'espoir de voir ce pays rejoindre la zone.

Dans le cadre de la charte de réforme du monde arabe, l'Arabie Saoudite répond à cette invitation en proposant aux pays arabes de se doter d'une zone de libre échange à l'horizon 2005, en vue de parvenir ultérieurement à la création d'un marché arabe commun.

### **4 L'islam comme relais de l'arabisme**

Si l'islamisme est une menace de premier ordre pour l'unité arabe, l'islam reste une référence, voire un pôle de regroupement des populations arabes.

---

<sup>6</sup> Égypte, Irak, Syrie, Jordanie

Déjà lors de la lutte pour les indépendances, le Coran constitua pour les dirigeants nationalistes une référence hautement mobilisatrice. Aujourd'hui encore les régimes en place ne cessent de puiser dans le Coran des arguments en faveur de leur politique.<sup>7</sup>

L'islam, religion d'Etat<sup>8</sup>, est une référence normale de la vie politique. La séparation du politique et du religieux n'y est pas envisagée comme en Occident.

Au-delà de cette approche politique, les Arabes « *recherchent dans le retour aux valeurs islamiques traditionnelles une compensation à la faillite des expériences nationalistes qu'ils ont connues* ». <sup>9</sup> Ainsi, bien que se distinguant fondamentalement du nationalisme arabe, l'islamisme paraît s'inscrire dans la continuité du nationalisme arabe en s'appuyant sur une légitimité populaire extraterritoriale et en s'opposant fermement à toute influence occidentale.

Certains pays font du retour à l'islam un instrument de lutte ; le phénomène n'en est pas moins réel. Ainsi, en Irak, connu pour sa laïcité, on assiste à un retour en force de l'islam. Par exemple, le Code pénal a réinscrit les « meurtres d'honneur » des femmes adultères, en exonérant les assassins des peines habituellement réservées aux meurtriers. Ce recours aux valeurs et aux pratiques patriarcales s'inscrit dans le cadre de la politique de Saddam Hussein qui se réclame de plus en plus de l'identité religieuse et de la rhétorique de l'islam.

## **5 Les Palestiniens et le monde arabe**

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le problème des Palestiniens occupe une place centrale dans la définition de l'identité arabe. Ainsi, les fondateurs de la Ligue des Etats arabes adoptèrent deux résolutions concernant la Palestine. Le premier texte date du 7 octobre 1944 : « *Le comité proclame son appui à la cause de la Palestine pour la réalisation de ses aspirations légitimes et la sauvegarde de ses justes droits. Le Comité déclare qu'il ne compatit pas moins que quiconque aux souffrances que les juifs ont endurées en Europe par le fait de quelques Etats dictatoriaux. Mais il importe de ne pas confondre le cas de ces juifs avec le sionisme ; car rien ne serait plus arbitraire et plus injuste que de vouloir régler la question des juifs d'Europe par une autre injustice dont les victimes seraient les Arabes de Palestine, à quelque religion qu'ils appartiennent.* » <sup>10</sup>

Pendant une longue période, le problème palestinien a d'abord été traité comme un problème arabe. L'implication des pays arabes dans les guerres israélo-arabes jusqu'en 1973 été révélateur de ce sentiment.

### **5.1 Un renouveau de la pensée (ou une voie particulière)**

Le sentiment d'appartenance à une entité palestinienne est assez récent. Les traités de paix entre Israël et l'Egypte d'abord, puis avec la Jordanie, cumulés avec la perte d'audience du nationalisme arabe devant la montée de l'islamisme, ont entraîné la prise de conscience des populations arabes de

<sup>7</sup> CHEVALLIER, MIQUEL, op.cit. p 97

<sup>8</sup> A l'exception du Liban

<sup>9</sup> RISK Charles, « les Arabes ou l'histoire à contresens », 1992, p 11

<sup>10</sup> Cahiers de l'Institut d'études de l'Orient contemporain, I, 1945, pp.11-12.

Palestine (Israël et Territoires occupés) de l'appartenance à une communauté de destin distincte des autres nations arabes. Cette prise de conscience a conduit cette communauté à devenir le propre artisan de son arabité et à cultiver un renouveau de la pensée arabe. A ce titre les Palestiniens restent l'un des ressorts principaux du panarabisme. Selon Jean Lacouture, une autre génération viendra après Arafat d'où sortiront dans vingt, trente, quarante ans les réinventeurs du monde arabe.<sup>11</sup>

## **5.2 Le soutien arabe à la cause palestinienne**

Lors du sommet de la Ligue Arabe qui s'est tenu à Ammam en mars 2001, les pays arabes ont réaffirmé leur unanimité à soutenir la lutte palestinienne. La réalité est plus nuancée.

### **5.2.1 Les hésitations saoudiennes**

Tout en soutenant la cause du peuple palestinien dès 1948, l'Arabie Saoudite n'a eu que méfiance pour les organisations palestiniennes. Néanmoins, elle a été le plus ardent défenseur des pourparlers israélo-palestiniens. Mais le soutien de Yasser Arafat à Saddam Hussein lors de l'invasion du Koweït a fourni aux Saoudiens l'occasion de réduire considérablement les aides financières consenties à l'O.L.P. (près de 500 millions de dollars en vingt-cinq ans). Ceci a provoqué une grave crise financière dans les institutions palestiniennes.

La deuxième Intifada ayant replacé le problème palestinien au cœur des préoccupations arabes, l'Arabie Saoudite ne peut plus s'en désintéresser. C'est pourquoi, la prince Abdallâh, sous la pression populaire n'a de cesse de faire pression sur l'Administration Bush afin qu'elle s'implique davantage dans une solution politique au conflit israélo-palestinien. Son initiative souffre cependant de la dégradation de l'image de marque de l'Arabie Saoudite, particulièrement outre-Atlantique, depuis les attentats du 11 septembre 2001.

### **5.2.2 Les réticences syriennes**

La politique de la Syrie à l'égard des palestiniens est très ambiguë. Cette ambiguïté repose sur le mythe d'une « Grande Syrie ». Hafez el-Assad, tout en proclamant son refus de la spoliation d'une terre arabe par les Israéliens, ne veut pas d'un Etat palestinien. En effet, ce projet a pris une telle valeur sentimentale pour l'ensemble du monde arabe qu'une fois réalisé, il serait irréversible. Cela signifierait la fin définitive du rêve Grand Syrien. Pour la Syrie la Palestine n'existe pas, c'est une province de la Grande Syrie. Enfin, les 400000 palestiniens installés au Liban représentent un danger pour la stabilité régionale. Par leurs revendications et leurs actions, ils risquent, ou ont risqué, de déclencher une nouvelle guerre au Liban. Ils constituent donc une menace pour la Syrie.

De ce fait, il existe de ce fait une convergence entre les intérêts des dirigeants syriens et israéliens puisque ni les uns ni les autres ne veulent d'un Etat palestinien, pour des raisons bien évidemment différentes. La Syrie ne peut cependant pas défendre une telle thèse face au monde arabe. En tant qu'Etat arabe elle doit prendre le parti des Palestiniens face aux israéliens dans les discussions du processus de paix.

---

<sup>11</sup> Jean Lacouture dans l'Express du 10 octobre 2002

## **6 La crise irakienne**

### **6.1 L'activisme irakien**

De manière permanente, Saddam Hussein essaye d'influencer les populations arabes en les opposant, voire en essayant de les soulever contre les pouvoirs en place. Il traite les Saoudiens de protectorat américain, indignes à ce titre d'administrer les Lieux Saints de l'islam. L'argument a d'autant plus de poids qu'il émane d'arabes sunnites et il est d'autant mieux accueilli par les populations arabes qu'il existe un vif ressenti populaire contre les monarchies du Golfe.

A l'occasion d'un discours prononcé pour le Nouvel an musulman, le 4 mars 2003, Saddam Hussein a appelé son peuple au Djihad afin de « *résister à un diabolique envahisseur* ». Le quotidien *Le Monde* qui rapporte ces propos souligne que c'est la première fois que le dirigeant irakien emploie cette expression.

### **6.2 L'attitude des arabes**

Les régimes arabes restent divisés sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la crise irakienne actuelle. Si les gouvernements musulmans se mobilisent, ils constatent sans illusion, avec Hosni Moubarak, le raïs égyptien, qu'à supposer qu'ils en aient tous le désir sincère – ce qui n'est pas démontré – aucun d'entre eux n'a les moyens de s'opposer aux visées de la Maison Blanche.

Néanmoins, ils s'accordent pour dire que le seul mode de résolution de la crise est celui de la solution pacifique. Au terme d'une réunion extraordinaire qui s'est tenue les 15 et 16 février 2003, les 22 ministres arabes des affaires étrangères ont convenu de « *la nécessité pour les pays arabes de s'abstenir de fournir toute forme d'assistance ou de facilités à toute opération militaire pouvant menacer la sécurité, la stabilité et l'intégrité territoriale de l'Irak* ». Déjà quelques mois auparavant, et comme son père Hussein au début de la guerre du Golfe en 1991, le jeune roi Abdallah II a mis en avant la solidarité interarabe et promis que « *ni le territoire ni l'espace aérien* » jordaniens ne seront utilisés comme tête de pont. Or, il faut se souvenir que ce pays est l'un des plus sûrs soutiens des Etats-Unis dans la région.

Cette convergence de vue reste pour autant limitée car la réalité reste celle du stationnement de forces américaines ou britanniques dans les eaux territoriales ou sur le sol de nombreux pays arabes.

### **6.3 Un futur démocratique ?**

Washington laisse entendre que, débarrassé de Saddam Hussein, l'Irak connaîtrait la démocratie dans un système fédéral où Sunnites, Chiites, Kurdes partageraient le pouvoir. Il est probable que les Américains souhaiteraient étendre ce système politique à l'ensemble des pays de la région. Pour autant, si la rue arabe est loin de rejeter la démocratisation, il paraît difficile de penser bâtir un tel système de manière isolé. En effet, le sentiment d'être arabe et d'appartenir à la communauté se révèle plus fort que l'aspiration démocratique, perçue comme un rêve inaccessible.

## 7 Les oppositions

### 7.1 L'idée du « complot » et l'antioccidentalisme

#### 7.1.1 *Le choc des civilisations*

Pour la grande majorité de l'opinion arabe, la guerre du Golfe fut non seulement une agression occidentale délibérée, mais aussi la preuve indubitable de la volonté d'agression séculaire et multiforme de l'Occident contre le monde arabe, à la suite des croisades et de la colonisation. Si les agressions politiques ou physiques de l'Occident sont en cause, notamment la présence de troupes étrangères sur un territoire arabe, ce ne sont pas les seules. De fait, les Arabes considèrent que « les agressions de l'Occident contre le monde arabe » sont aussi le fait de la diffusion du mode de vie occidental et de ses idées.

Comme le souligne Yves Lacoste, « un grand nombre d'intellectuels et de militants arabes estiment que le destin du monde arabe est la lutte contre l'Occident. Ils ne comprennent pas pourquoi cette société occidentale qui leur semble si tarée puisse être si efficace, non seulement dans le domaine économique et militaire, mais aussi dans celui de la science et de la production des idées. »<sup>12</sup>

De nombreux arabes considèrent comme tout à fait scandaleux qu'ils soient aujourd'hui divisés en une quinzaine d'Etats, alors qu'ils parlent la même langue et qu'ils constituaient au temps de leur splendeur un seul et même empire. Ils estiment que cette anomalie résulte de la volonté des impérialistes de diviser territorialement le monde arabe de façon à l'affaiblir pour pouvoir plus aisément le dominer et s'emparer de sa richesse majeure le pétrole. Bien entendu, la crise irakienne ne fait qu'accroître ce sentiment.

#### 7.1.2 *Le soutien à Israël*

Le soutien apporté par l'Occident à Israël a largement participé à la mise en place de l'idée d'un ennemi extérieur par les Arabes. Ce soutien est l'un des griefs les plus aigus. Indépendamment du contexte international ou géopolitique, la Palestine et le combat pour sa libération revêtent un caractère symbolique, voire mythique. Il paraît inconcevable qu'une partie de la terre arabe soit occupée par un autre peuple.

Les Arabes reprochent à la communauté internationale en général, et à la communauté occidentale en particulier, l'attitude de l'ONU au cours du conflit israélo-arabe. Il reproche à cette dernière d'avoir deux poids, deux mesures. Tandis que la violation du droit international par l'Irak durant la seconde guerre du Golfe fut sanctionnée par tous les moyens prévus par la Charte et disponibles à la communauté internationale, l'invasion du Liban par Israël en 1982 était restée sans conséquences, sauf pour des protestations énergiques. De même, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale toléraient le non-respect par l'Etat juif des résolutions exigeant le retrait des territoires occupés ou l'arrêt de la mise en chantier de colonies de peuplement dans ces territoires<sup>13</sup>.

<sup>12</sup> LACOSTE Yves (dir.), Dictionnaire de géopolitique, 1995, p 170

<sup>13</sup> Résolutions 242 et 338 de 1967 et 1973.

Certains n'hésitent pas à affirmer que « *la lutte contre Israël serait le seul ciment qui empêche la « nation arabe » de se désagréger* ». <sup>14</sup>

## **7.2 L'alliance arabe peut se retrouver vis-à-vis du danger iranien**

Durant la première guerre du Golfe entre 1980 et 1988, un grand nombre de pays arabes ont soutenu l'Irak contre ce qui pouvait apparaître comme l'hégémonisme perse. Cette opposition entre le monde arabe et l'Iran est ancestrale et n'est pas l'exclusivité de l'Irak. Ainsi les pays de la péninsule arabique, au premier rang desquels l'Arabie Saoudite, éprouvent une crainte permanente à l'égard de l'Iran. Indépendamment du régime en place à Téhéran depuis 1979, trois raisons au moins l'expliquent. L'Iran contrôle toute la rive Nord-Est du Golfe arabo-persique, et surtout son unique voie d'accès, le détroit d'Ormuz ; ce pays est le plus peuplé de la région (65 millions d'habitants) et entretient des velléités hégémoniques sur la péninsule arabique ; enfin, il est peuplé et dirigé par des chiites soucieux d'exporter leur révolution dans les monarchies "corrompues". La rivalité au sein de l'OPEP et la lutte pour le « leadership » du monde musulman depuis la révolution islamique iranienne ne font que compliquer davantage encore une opposition inscrite dans la géographie physique et humaine des deux rives du Golfe.

Dans un passé récent, les relations entre Téhéran et Ryad ont été marquées par de vives tensions (affrontements meurtriers sur les lieux saints, prise de l'ambassade saoudienne à Téhéran), entrecoupées de détentes sans lendemain.

---

<sup>14</sup> Collectif, « The Predicament of the Individual in the Middle East (la question de l'individu au Moyen-Orient) », 2003

## Conclusion

Aujourd'hui, l'espace arabe apparaît plus divisé et dépendant que jamais. Contrairement à leurs espoirs, les Arabes se trouvent face à un paradoxe. Plutôt que l'union, le progrès et la libération, le mouvement déclenché par la *Nahda* a mis en évidence le morcellement et les luttes intestines. La réalité politique arabe est désormais celle des Etats. Cela signifie l'échec d'une certaine forme de nationalisme. Cet échec fait le lit du panislamisme.

Pour autant, il ne faut pas négliger l'importance de l'héritage culturel et religieux qui rapproche tous les Arabes. Grâce à la langue et à la civilisation arabe, l'espoir d'une unité demeure. Pour autant, la communauté de culture ne semble plus en être l'épicentre. Les Arabes cherchent à se rapprocher d'une vision mythique du passé, de l'âge d'or de la civilisation islamique, ce qui les conduit à un repli vers le religieux et le confessionnel. L'islam redevient le dénominateur commun. « Redevient », car il ne faut pas perdre de vue que depuis la fin de la Première Guerre mondiale, le panarabisme n'a fait qu'occulter l'ordre politique et idéologique antérieur. Cet ordre avait été, durant treize siècles, celui de l'Etat islamique, seule forme d'organisation politique que les Arabes eussent expérimentée depuis Mahomet.

L'avenir du monde arabe reste donc une inconnue. Il est conditionné pour partie par le problème palestinien, l'avenir de l'Irak et la question pétrolière. Les incertitudes que ces conflits entretiennent, les alliances qu'ils font et défont incitent aux replis communautaires et favorisent le maintien des dictatures.

Une approche plus moderne et moins passionnée de l'islam, qui reste le ciment majeur des Arabes, pourrait constituer une manière habile de réaliser l'unité arabe. Sur le plan politique, la solution confédérale paraît la plus réaliste. Elle serait à même de tenir compte du fait que des nations différentes se sont constituées dans le cadre de frontières imposées par l'étranger. Elle permettrait, par ailleurs, le développement économique durable dont ont besoin les Etats arabes.

Le nationalisme arabe doit être repensé et, comme le dit Abderrahmane Tlili<sup>1</sup>, « *il faut reconnaître que la nature des régimes politiques qui se sont prévalus du nationalisme arabe ont contribué [...] par leur caractère totalitaire et leur inefficacité politique et économique [au déficit d'image de cette aspiration nationaliste]. C'est pour cela que nous considérons que le nationalisme arabe doit intégrer des valeurs telles que la démocratie, la modernité et la citoyenneté et s'ouvrir à de nouveaux champs de réflexion et d'action notamment sur les plans économique et social.* »

---

<sup>1</sup> Secrétaire général de l'Union Démocratique Unioniste, parti politique tunisien.

# BIBLIOGRAPHIE

## Ouvrages

- ◆ CARRE Olivier, *Le nationalisme arabe*, Fayard, Paris, 1993.
- ◆ CHABOT Jean-Luc, *Le nationalisme*, Presses universitaires de France, Paris, 1986
- ◆ CHALIAND Gérard, RAGEAU Jean-Pierre, *Atlas stratégique*, Editions complexe, Paris, 1994
- ◆ CHAUPRADE Aymeric, *Géopolitique (Constantes et changements dans l'histoire)*, Ellipses, Paris, 2001
- ◆ CHEVALLIER Dominique, MIQUEL André (dir.), *Les Arabes (du message à l'histoire)*, Fayard, Paris, 1995
- ◆ LACOSTE Yves (dir.), *Dictionnaire de géopolitique*, Flammarion, Paris, 1995
- ◆ LACOUTURE Jean, TUENI Ghassan, KHOURY Gérard D., *Un siècle pour rien (Le Moyen-Orient arabe de l'Empire ottoman à l'Empire américain)*, Albin Michel, Paris, 2002
- ◆ MUTIN Georges, *Géopolitique du monde arabe*, Ellipses, Paris, 2001
- ◆ RISK Charles, *Les Arabes ou l'histoire à contresens*, Albin Michel, Paris, 1992
- ◆ THUAL François, *Abrégé géopolitique du Golfe*, Ellipses, Paris, 1997

## Articles et contributions

- ◆ AL RACHID Loulouwa, « Irak », Ramsés 2001, 2000, pp. 271-272
- ◆ BELLEC Gilles, « Pétrole », Ramsés 2001, 2000, pp. 289-291
- ◆ CHARTOUNI-DUBARRY May, « Proche-Orient : le compte à rebours », Ramsés 2002, 2001, pp. 141-158
- ◆ CHOUIKHA Larbi, « Pays arabes et high-tech », Ramsés 2002, 2001, pp. 284-286
- ◆ LEVEAU Rémy, « Successions au Maghreb et au Moyen-Orient », Ramsés 2001, 2000, pp. 309-312
- ◆ MABRO Robert, « Les dimensions politiques de l'OPEP », Politique étrangère 2/2001, 2001, pp. 403-417
- ◆ MOHSEN-FINAN Khadija, « Monde arabe », Ramsés 2003, 2002, pp.288-290
- ◆ PERTHES Volkar, « Dynamiques régionales au Proche et au Moyen-Orient et limites des influences extérieures », Politique étrangère 3/2001, 2001, pp. 659-672

## Périodiques

- ◆ L'Express
- ◆ Courrier International
- ◆ Le Monde
- ◆ Lettre hebdomadaire d'informations stratégiques « TTU Monde Arabe »

## Sites Internet

- ◆ [www.monde-diplomatique.fr](http://www.monde-diplomatique.fr) : Mensuel « Le Monde diplomatique »
- ◆ [www.tunisieinfo.com](http://www.tunisieinfo.com) : Site d'information sur la Tunisie
- ◆ [www.courrierinternational.com](http://www.courrierinternational.com) : Hebdomadaire « Courrier International »
- ◆ [www.doc-iep.univ-lyon2.fr](http://www.doc-iep.univ-lyon2.fr) : Enseignements en ligne de l'Institut d'Etudes politiques.
- ◆ [www.imarabe.org](http://www.imarabe.org) : Site de l'institut du Monde Arabe
- ◆ [www.sciences-po.fr](http://www.sciences-po.fr) : Institut d'Etudes Politiques de Paris

# Table des matières

<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>2</b>
<b>L'ARABITE</b> .....	<b>3</b>
<b>1 L'ARABITE CULTURELLE</b> .....	<b>3</b>
1.1 LES REFERENTS HISTORIQUES .....	3
1.2 LE ROLE DE L'ISLAM .....	3
1.3 LA LANGUE ARABE .....	4
1.4 ETRE ARABE : UNE TENTATIVE DE DEFINITION .....	4
<b>2 LE RETOUR DE L'ARABITE : LE NATIONALISME</b> .....	<b>4</b>
2.1 L'IDEE DE PANISME OU LES INFLUENCES OCCIDENTALES .....	4
2.2 UNE REACTION AU NATIONALISME TURC .....	5
2.3 LE MOUVEMENT PANARABE .....	5
2.4 LES THEORICIENS .....	6
2.5 LE BAASSISME .....	6
<b>3 L'ARABITE A L'EPREUVE DE L'HISTOIRE CONTEMPORAINE</b> .....	<b>7</b>
3.1 DE LA REVOLTE CONTRE LES TURCS A LA GUERRE CONTRE ISRAËL .....	7
3.1.1 <i>La révolte arabe : 1916-1920</i> .....	8
3.1.2 <i>Redistribution des cartes après la Première Guerre mondiale</i> .....	8
3.1.3 <i>La relance du processus, objectif stratégique anglais</i> .....	8
3.1.4 <i>L'après deuxième guerre mondiale</i> .....	9
3.2 L'HEGEMONIE EGYPTIENNE .....	9
3.2.1 <i>Les « officiers libres » et la fin de la monarchie</i> .....	9
3.2.2 <i>Le pacte de Bagdad et la conférence de Bandung</i> .....	9
3.2.3 <i>Le rapprochement avec les Soviétiques</i> .....	9
3.2.4 <i>La crise de Suez</i> .....	10
3.2.5 <i>La république arabe unie et son échec</i> .....	10
3.2.6 <i>Le conflit yéménite</i> .....	10
3.2.7 <i>La guerre des six jours</i> .....	11
3.3 LA CONTESTATION .....	12
3.3.1 <i>L'émergence de l'Arabie Saoudite</i> .....	12
3.3.2 <i>La lutte palestinienne</i> .....	13
3.3.3 <i>L'essor irakien</i> .....	14
3.3.4 <i>La Syrie et l'expérience baassiste</i> .....	15
3.4 LA RECOMPOSITION AU LENDEMAIN DE 1967 .....	15
3.4.1 <i>L'arrivée de Sadate</i> .....	15
3.4.2 <i>La guerre de 1973</i> .....	15
3.4.3 <i>La marche vers la paix</i> .....	15
3.4.4 <i>La guerre du Liban</i> .....	16
3.5 LES GUERRES DU GOLFE .....	17
3.5.1 <i>L'Irak et la première guerre du Golfe</i> .....	17
3.5.2 <i>Les causes de la seconde guerre du Golfe</i> .....	17
3.5.3 <i>Le positionnement arabe</i> .....	18
3.5.4 <i>Les conséquences de l'intervention</i> .....	18
<b>4 L'ARABITE MALMENEË</b> .....	<b>19</b>
4.1 RETOUR SUR LE NASSERISME .....	19
4.1.1 <i>Le champion du panarabisme</i> .....	19
4.1.2 <i>Le revers de la médaille</i> .....	19
4.1.3 <i>La question égyptienne</i> .....	20

4.2	RETOUR SUR LE BAASSISME .....	20
4.3	UNE REPRESENTATION PARTICULIERE : LA « GRANDE SYRIE » .....	21
<b>LES FACTEURS DE DESUNION .....</b>		<b>22</b>
<b>1</b>	<b>L'INFLUENCE DE L'ISLAM .....</b>	<b>22</b>
1.1	CHIISME ET SUNNISME .....	22
1.1.1	<i>Les sunnites</i> .....	22
1.1.2	<i>Les chiïtes</i> .....	23
1.1.3	<i>L'opposition</i> .....	23
1.1.4	<i>Le rôle politique des chiïtes libanais</i> .....	24
1.2	L'ISLAMISME .....	24
1.2.1	<i>L'islam politique et social</i> .....	24
1.2.2	<i>La montée de l'intégrisme musulman</i> .....	24
1.2.3	<i>Les mouvements fondamentalistes</i> .....	25
1.2.4	<i>La Ligue Islamique Mondiale</i> .....	26
1.3	L'ISLAM CONTRE LA NATION ARABE .....	27
1.4	L'ISLAM CONTRE LES ETATS ARABES .....	27
1.4.1	<i>Egypte et islamisme</i> .....	28
1.4.2	<i>L'opposition islamiste en Arabie Saoudite</i> .....	28
<b>2</b>	<b>LA DIVERSITE DES ETATS ARABES .....</b>	<b>29</b>
2.1	LA QUESTION DES MINORITES .....	29
2.2	LES FRONTIERES .....	30
2.3	L'ECHEC DE LA LIGUE ARABE .....	31
2.4	UNE STRUCTURE PLUS MODESTE : LE CONSEIL DE COOPERATION DU GOLFE (C.C.G) .....	31
2.5	LES RELATIONS ENTRE ETATS .....	32
2.5.1	<i>L'isolement irakien</i> .....	32
2.5.2	<i>L'Arabie Saoudite ou une volonté dominante</i> .....	33
2.5.3	<i>La Jordanie, un exemple d'équilibrisme</i> .....	34
<b>3</b>	<b>LES DISPARITES ECONOMIQUES .....</b>	<b>34</b>
3.1	L'ABSENCE DE SOLIDARITE ECONOMIQUE .....	34
3.1.1	<i>L'influence du pétrole</i> .....	35
3.1.2	<i>Une apparente solidarité : le fait migratoire</i> .....	36
3.2	DES ETATS EN DIFFICULTE .....	36
<b>4</b>	<b>LE CONTENTIEUX ISRAELO-ARABE .....</b>	<b>36</b>
<b>5</b>	<b>LE GRAND JEU OCCIDENTAL .....</b>	<b>37</b>
5.1	LES EX-PAYS COLONIAUX .....	37
5.2	LES ETATS-UNIS .....	38
<b>VERS UN REAMENAGEMENT DU MONDE ARABE .....</b>		<b>40</b>
<b>1</b>	<b>UN EFFORT DE NORMALISATION DES RELATIONS INTERARABES .....</b>	<b>40</b>
1.1	LE RETOUR DE L'EGYPTE AU SEIN DU MONDE ARABE .....	40
1.2	LA RECONNAISSANCE DE L'EXISTENCE DU YEMEN .....	41
1.3	EVOLUTIONS DES RELATIONS LIBANO-SYRIENNES .....	41
1.4	LE RENOUVELLEMENT DES DIRIGEANTS .....	41
<b>2</b>	<b>L'INFLUENCE DE LA RUE ARABE .....</b>	<b>42</b>
2.1	LE DEFICIT DEMOCRATIQUE .....	42
2.2	L'EVOLUTION DE L'ESPACE PUBLIC .....	43
2.3	LA PERMANENCE DE LA SOLIDARITE ENTRE PEUPLES .....	43
2.4	LA PRESSION SUR LES ETATS .....	43
2.5	UN DEBUT DE REACTION .....	43
<b>3</b>	<b>L'UNION ECONOMIQUE DES ARABES .....</b>	<b>44</b>

<b>4</b>	<b>L'ISLAM COMME RELAIS DE L'ARABISME.....</b>	<b>44</b>
<b>5</b>	<b>LES PALESTINIENS ET LE MONDE ARABE .....</b>	<b>45</b>
5.1	UN RENOUVEAU DE LA PENSEE (OU UNE VOIE PARTICULIERE) .....	45
5.2	LE SOUTIEN ARABE A LA CAUSE PALESTINIENNE.....	46
5.2.1	<i>Les hésitations saoudiennes.....</i>	<i>46</i>
5.2.2	<i>Les réticences syriennes .....</i>	<i>46</i>
<b>6</b>	<b>LA CRISE IRAKIENNE.....</b>	<b>47</b>
6.1	L'ACTIVISME IRAKIEN.....	47
6.2	L'ATTITUDE DES ARABES .....	47
6.3	UN FUTUR DEMOCRATIQUE ? .....	47
<b>7</b>	<b>LES OPPOSITIONS.....</b>	<b>48</b>
7.1	L'IDEE DU « COMLOT » ET L'ANTIOCCIDENTALISME .....	48
7.1.1	<i>Le choc des civilisations.....</i>	<i>48</i>
7.1.2	<i>Le soutien à Israël .....</i>	<i>48</i>
7.2	L'ALLIANCE ARABE PEUT SE RETROUVER VIS-A-VIS DU DANGER IRANIEN .....	49
	<b>CONCLUSION.....</b>	<b>50</b>
	<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>51</b>
	<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>52</b>